

LE NOUVEL ORDRE
MONDIAL
DE L'INFORMATION
SELON LA **CHINE**

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

SOMMAIRE

Avant-propos

<i>Dix ans d'expansion médiatique chinoise</i>	3
<i>Les signes révélateurs de l'influence de Pékin</i>	4
<i>Lexique - L'appareil de propagande chinois à l'international</i>	6

1 - L'exportation du « modèle médiatique chinois » 9

▼ Lutter contre les « forces hostiles » occidentales	9
▼ Des événements médiatiques « Made in China »	11
▼ Censure et surveillance, un succès à l'export	13
Le Cambodge met ses médias à l'heure chinoise	16
▼ Désinformation et harcèlement : le « sharp power » à la chinoise	17

2 - La propagande chinoise au XXI^e siècle 20

▼ Les journalistes au service du Parti	20
Les « chatbots » chinois rêvent d'Amérique	24
La plus grande prison au monde pour les journalistes	25
▼ Les médias chinois, nouveaux venus de poids sur la scène internationale	26
Entretien - « L'Afrique, laboratoire de la présence médiatique chinoise »	28
Les nouvelles routes de la soie passent aussi par les médias	31
▼ Formation en Chine des journalistes étrangers : une offensive de charme	32
Entretien - Peut-on vraiment apprendre le journalisme en Chine ?	34
« Bien raconter la Chine »	35

3 - La politique du cheval de Troie 36

▼ Le publireportage « aux caractéristiques chinoises »	36
▼ Investir les médias étrangers	37
Le China Times dans la ligne du Parti	40
▼ L'art du chantage commercial	41

4 - Quelles stratégies de résistance ? 45

▼ Les démocraties tentent de réagir	45
▼ Deux initiatives pour défendre le journalisme	47
▼ Les recommandations de RSF	49

Dix ans d'expansion médiatique chinoise

Depuis une décennie, la Chine s'emploie à établir un « *nouvel ordre mondial des médias* » sous son contrôle, pour dissuader ou empêcher les critiques à son égard. Moins connu que celui des nouvelles routes de la soie, mais tout aussi ambitieux, ce projet menace la liberté de la presse dans le monde.

En Chine, pays placé au [176^e rang sur 180](#) au classement 2018 de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières (RSF), des dizaines de journalistes et de blogueurs se retrouvent emprisonnés pour avoir recueilli ou diffusé des informations censurées par le Parti communiste chinois (PCC). Un système de censure technologique limite les informations accessibles aux 800 millions d'internautes chinois et un appareil sophistiqué de propagande et de surveillance réduit encore leurs possibilités de s'informer librement.

Le président [Xi Jinping](#) s'affiche sans complexe comme l'ennemi de la démocratie, des valeurs universelles des droits humains et de la liberté de la presse. Pour lui, la mission des journalistes chinois se résume à relayer la propagande du Parti en « *suivant fidèlement sa direction en pensée, en politique et en actes.* »

En cinq années d'une répression féroce contre les journalistes et les blogueurs, il est parvenu à imposer cette vision totalitaire dans le pays, et s'emploie désormais à l'étendre au-delà des frontières chinoises.

Depuis une décennie, la Chine s'active à établir un « *nouvel ordre mondial des médias* » sous son contrôle, dans lequel les journalistes ne seraient plus que des auxiliaires de la propagande des États. Pékin dépense sans compter : modernisation de l'audiovisuel extérieur ; entrée dans le capital de médias étrangers ; achat massif de publicités ; invitation en Chine, tous frais payés, de journalistes du monde entier... Le régime s'est même offert ses propres événements internationaux pour mieux promouvoir sa vision répressive de l'information.

Par le biais de ses ambassades et de son réseau d'instituts culturels et linguistiques Confucius, la Chine n'hésite plus à recourir à l'intimidation et au harcèlement pour imposer son vocabulaire « *idéologiquement correct* » et tenter d'occulter les chapitres noirs de son histoire. Les géants de l'édition et les réseaux sociaux sont soumis au chantage de la censure s'ils veulent accéder au marché chinois. En Asie du Sud-Est, les régimes autoritaires adoptent des réglementations de contrôle de l'Internet directement inspirées de la loi chinoise.

Cette expansion, dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur, constitue une menace directe non seulement pour les médias, mais aussi pour les démocraties. Si elles ne résistent pas, non seulement les citoyens chinois perdront l'espoir de voir instaurer dans leur pays la liberté de la presse, mais la propagande « *à la chinoise* » concurrencera peu à peu le journalisme tel que nous le connaissons, menaçant de ce fait la possibilité qu'ont les citoyens de choisir librement leur destin.



[LES SIGNES RÉVÉLATEURS DE L'INFLUENCE DE PÉKIN]



1 - CHINE : En novembre 2018, en ouverture de la 5^e Conférence mondiale de l'Internet organisée par la Chine dans la ville touristique de Wuzhen, l'agence de presse d'État Xinhua met en scène un présentateur de télévision virtuel destiné à réciter des textes de propagande : l'avenir du journalisme selon Pékin.

2 - ROYAUME-UNI : Fin 2018, le groupe audiovisuel chinois *CGTN* ouvre un bureau de production à Londres avec 90 recrutements locaux. Le centre doit à terme produire des programmes spécifiques destinés à porter la propagande chinoise en Europe, comme le font déjà le bureau de Washington pour le continent américain et celui de Nairobi pour l'Afrique.

3 - AFRIQUE DU SUD : En septembre 2018, quelques heures seulement après la publication d'un éditorial dénonçant la persécution des Ouïghours en Chine, le journaliste Azad Essa se voit signifier sans préavis l'arrêt de la chronique. Son employeur, le groupe sud-africain *Independent Online (IOL)*, est contrôlé à 20 % par des investisseurs chinois.

4 - SUÈDE : En juillet 2018, l'ambassade de Chine attaque publiquement **Jojje Olsson**, le correspondant du quotidien *Expressen*, qu'elle accuse de vouloir « créer un sentiment de haine contre la Chine ». Le seul « crime » du journaliste est d'avoir écrit un article qui détaille la politique mise en œuvre par le Parti pour contrôler l'information en Chine.

5 - CAMBODGE : Avec l'aide de Pékin, Hun Sen, l'homme fort du Cambodge depuis 1985, a mis au pas une presse qui figurait autrefois parmi les plus libres d'Asie. Aux législatives de juillet 2018, il remporte la totalité des 124 sièges, contre seulement 68 aux élections précédentes.



←
Quand Facebook
entrera en Chine
© MIT Technology Review

6 - VIETNAM : En juin 2018, le Vietnam adopte une loi sur la cybersécurité qui renforce considérablement l'emprise des autorités sur Internet et qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle adoptée par la Chine un an auparavant.

7 - ROYAUME-UNI : Fin 2018, Peter Humphrey, ancien journaliste et enquêteur privé, forcé en 2013 à se confesser à la télévision d'État chinoise, saisit l'autorité britannique de régulation de l'audiovisuel (Ofcom) et réclame le retrait de la licence du groupe audiovisuel chinois *CCTV-CGTN* pour « violation du code de la radiodiffusion ».

8 - AUSTRALIE : En mars 2018, le ministère de la Défense australien a interdit à son personnel d'utiliser l'application de messagerie instantanée chinoise WeChat. Contrairement à ses concurrents, cette application n'est pas cryptée et toutes les données qu'elle traite, du contenu des messages aux données de géolocalisation, sont accessibles aux autorités chinoises.

9 - MEXIQUE : En octobre 2018, l'investisseur new-yorkais H&H Group, lié au groupe audiovisuel hongkongais *Phoenix TV*, contrôlé par Pékin, a racheté la radio mexicaine hispanophone *XEWW 690*. Cette radio, basée dans la ville frontalière de Tijuana, propose désormais des programmes en chinois et couvre tout le sud de l'État de Californie où est installée une importante minorité d'origine chinoise.

10 - ÉTATS-UNIS : En novembre 2018, la multinationale Google, qui préparait le lancement d'un moteur de recherche censuré baptisé Dragonfly (Libellule) destiné à permettre son retour sur le marché chinois, est forcé de suspendre ce projet face à la mobilisation de ses employés et des organisations de défense des droits humains, dont RSF.

[LEXIQUE]

L'APPAREIL DE PROPAGANDE CHINOIS À L'INTERNATIONAL



Le président Xi Jinping

Au pouvoir depuis mars 2013, Xi Jinping cumule les fonctions de président de la République populaire de Chine et de secrétaire général du Comité central du Parti. Sa doctrine du « *rêve chinois* », récemment intégrée dans la Constitution, est la base de l'action de propagande chinoise dans le monde.



Le Département de la propagande du Parti (CCPPD)

Le Département de la propagande du Parti communiste chinois (parfois traduit en département de la publicité) met en œuvre les politiques décidées par le Groupe de direction de la propagande et de l'idéologie du Comité central, qui inclut les cadres dirigeants du Parti ainsi que les directeurs des médias tournés vers l'étranger.



Le Bureau d'information du Conseil de l'État (SCIO)

Le Bureau d'information du Conseil de l'État (SCIO), sous le contrôle du Département de la propagande du Parti, élabore le « *résumé positif* » officiel sur lequel doivent s'aligner les médias et rédige les argumentaires pour « *réfuter* » les informations publiées par les médias étrangers lorsqu'elles contredisent la propagande officielle.



Le Département du travail du Front Uni (UFWD)

Cette branche très opaque du Parti communiste chinois (CCP) a, entre autres fonctions, la haute main sur les transferts financiers à destination des médias étrangers, dont ceux en langue chinoise, qu'il s'agisse de prises de participation ou d'achats de publicité. Il a récemment absorbé le Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer du Conseil de l'État.



L'agence Xinhua

L'agence de presse Xinhua (Chine nouvelle) compte plus de 10 000 employés placés sous le contrôle étroit du Parti. Elle publie en dix langues (chinois, japonais, coréen, arabe, russe, anglais, allemand, français, espagnol, portugais) avec 162 bureaux dans le monde, dont des centres régionaux à Hong Kong, Le Caire, Nairobi, New York, Mexico et Bruxelles.



China Media Group (CMG)

En mars 2018, la Chine a officiellement lancé le *China Media Group* (CMG) aussi connu sous le nom de *Voice of China* (La Voix de la Chine). Cette structure internationale doit combiner les capacités de production et de promotion de l'ensemble de l'appareil audiovisuel d'État chinois afin d'améliorer l'efficacité globale de la propagande.



China Global Television Network (CGTN)

Le groupe *China Global Television Network* (CGTN), anciennement connu sous les noms de *CCTV-9* et *CCTV News*, produit des bulletins et magazines d'information en cinq langues (chinois, anglais, arabe, français et russe) diffusés dans 140 pays. CGTN compte plus de 10 000 employés répartis dans 70 bureaux et trois centres de production à Londres, Washington et Nairobi.



China Radio International (CRI)

Le groupe *China Radio international (CRI)*, fondé en 1941, tire sa force d'une coopération avec le réseau national chinois (*China National Radio*) avec lequel il partage ses ressources. CRI compte quelque 2 000 employés et diffuse en 65 langues depuis plus de 70 stations à l'étranger grâce au réseau *China International Broadcasting Network (CIBN)*.



China Daily

Fondé en 1981 et exclusivement publié en anglais, le quotidien *China Daily* s'adresse à la fois aux étrangers, aux Chinois anglophones et à la diaspora, avec pour slogan « *Connecter la Chine avec le monde* ». Il revendique un tirage quotidien de 900 000 exemplaires et un lectorat combiné de 150 millions de personnes.



China Watch

Ce supplément publi-rédactionnel s'adresse aux leaders de l'opinion mondiale. Rédigé et mis en pages par le groupe *China Daily*, il est inséré en encart dans des quotidiens prestigieux tels que l'Américain *Wall Street Journal*, le Britannique *Daily Telegraph*, le Français *Le Figaro*, l'Allemand *Handelsblatt*, le Russe *Rossiyskaya Gazeta*, le Japonais *Mainichi Shimbun*... Sa circulation dépasse les 13 millions d'exemplaires.



Global Times

Le *Global Times* est un tabloïd hyper nationaliste créé en 1993 par le *Quotidien du Peuple* pour commenter l'actualité internationale. Son édition en langue chinoise atteint le million d'exemplaires et sa version anglaise, créée en 2009, est tirée à 100 000 copies. Son site internet, qui se décline en dix langues, revendique 15 millions de visiteurs par jour.



China International Publishing Group (CIPG)

Fondé en 1949, le groupe d'édition international chinois est la plus grande maison d'édition d'ouvrages en langues étrangères du pays. Il publie dans plus de dix langues et compte 20 bureaux à l'étranger. Le *Beijing Review* (Revue de Pékin), lancé en 1958, est le seul magazine national d'information en anglais.



Les grands médias hongkongais

Certains médias sinophones hongkongais tels Ta Kung Pao, Wen Wei Po, ou Phoenix TV, contrôlés en partie ou en totalité par Pékin, jouent un rôle important dans la diffusion de la propagande chinoise dans les communautés d'outre-mer. Le quotidien anglophone South China Morning Post (SCMP) a été racheté en 2016 par le groupe chinois Alibaba, une opération dans laquelle beaucoup voient la main de Pékin.



Les médias de la diaspora chinoise

Pékin a pris le contrôle de la majorité des grands médias de la diaspora chinoise. Des titres comme le *Chinese Herald* en Nouvelle-Zélande et *Pacific Times* en Australie, qui autrefois étaient indépendants et critiques du régime de Pékin, relaient désormais sa propagande. La Chine a aussi développé ses propres médias, comme *Qiaobao (China Press)* aux États-Unis, pour mieux diffuser ses idées dans la diaspora.



Les ambassades de Chine

Les postes diplomatiques chinois sont réputés pour leur propension à tenter d'intimider les journalistes et les chercheurs dont les travaux leur déplaisent. Les ambassadeurs eux-mêmes n'hésitent pas à monter au créneau pour corriger les « *interprétation incorrectes* » du récit chinois et exiger un droit de réponse.



Les instituts Confucius

Lancé en 2004 avec des financements croisés du ministère de la Culture, celui de l'Éducation et du Département de la propagande du Parti, le réseau Confucius a pour mission de diffuser la langue et la culture chinoise et compte plus de 500 instituts dans 154 pays. Face aux pressions qu'ils exercent pour imposer le narratif officiel de la Chine, un nombre croissant d'universités sont contraintes de mettre fin à leur partenariat.



« Petits roses »

Contrairement à « *l'Armée des cinquante centimes* » qui produit en masse et contre rémunération des commentaires pro-régime destinés aux internautes chinois, « *Petits roses* » sont un réseau de trolls, coordonné par le Parti, dont la mission est de harceler ceux qui critiquent la Chine sur les réseaux sociaux. Ce réseau tire son nom du fait qu'il serait essentiellement composé de jeunes femmes.



La messagerie WeChat

Créé par Tencent, un géant high-tech chinois, l'application de messagerie a dépassé l'an dernier le milliard d'utilisateurs réguliers à travers le monde, dont environ 100 millions à l'étranger. Les données qu'elle collecte, non cryptées et gérées par des serveurs en Chine, en font pour le régime de Pékin un redoutable outil de censure, d'influence et de surveillance.



Le site de microblogging Sina Weibo

Le site de microblogging Sina Weibo, second réseau social en Chine avec 400 millions d'utilisateurs actifs, a récemment annoncé son intention de se développer à l'international, avec comme première cible les quelque 50 millions de personnes d'origine chinoise vivant hors de Chine. Les 100 millions d'apprenants en chinois sont un autre marché potentiel.



Le moteur de recherche Baidu

Créé en 1999, Baidu domine le marché chinois et se trouve en seconde position mondiale derrière Google, avec une gamme de services similaires, dont un clone de l'encyclopédie en ligne Wikipedia. Connu pour sa collaboration avec la censure et la propagande d'État, il tente depuis une décennie de se développer à l'international, avec peu de résultats.



La Conférence mondiale de l'Internet (WIC)

Lancée en 2014 dans la ville de Wuzhen, la Conférence mondiale de l'Internet invite la communauté internationale à « *construire la communauté future du cyberspace* ». Sous prétexte de promouvoir la bonne gouvernance du Net, la Chine utilise en réalité cet événement pour exporter ses pratiques de censure et de surveillance.



Le Sommet mondial des médias (WMS)

Le Sommet mondial des médias (*World Media Summit*), lancé par la Chine en 2009, invite les médias du monde entier à se réunir pour « *relever les défis du XXI^e siècle* ». Une occasion pour le régime chinois de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux et d'appeler à un « *rééquilibrage* » en sa faveur.



Le Forum des médias pour les Brics (BMF)

Le Brics Media Forum, lancé en 2016, est un rassemblement annuel de représentants des médias des pays Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ce sommet offre une très bonne opportunité pour les autorités chinoises d'influencer les réglementations et les pratiques des médias de ces cinq pays émergents.

1

L'EXPORTATION DU « MODÈLE MÉDIATIQUE CHINOIS »

LUTTER CONTRE LES « FORCES HOSTILES » OCCIDENTALES

9

Pour contrer l'influence des « *forces hostiles* » occidentales, Pékin s'emploie à établir un nouvel ordre mondial des médias sous son contrôle, dans lequel les journalistes perdraient leur rôle de contre-pouvoir et serviraient les États.

Du « *rêve chinois* » au projet de développement international des nouvelles routes de la soie, la Chine du président Xi Jinping aime à s'afficher comme un régime pacifique tourné vers le commerce et guidé par un principe d'équité. Le discours officiel déroule paradoxalement un récit paranoïaque dans lequel la Chine serait victime de l'acharnement des puissances occidentales. Se sentant menacées par la réussite chinoise, ces « *forces hostiles* » utiliseraient leurs médias comme une arme pour salir l'image du pays.

L'ancien président de l'agence de presse d'État *Xinhua*, Li Congjun, qui a depuis rejoint le Comité central du Parti, a été l'artisan de cette rhétorique. Dans un [entretien](#) publié en 2013 dans le Quotidien du Peuple, il dénonçait ainsi un ennemi protéiforme dont les « *puissantes capacités de diffusion* » permettraient d'infuser dans l'esprit du public des concepts pernicioseux tels que la « *théorie de la menace chinoise* », selon laquelle le développement chinois se ferait au détriment des autres nations, et la « *théorie de l'effondrement chinois* », selon laquelle le Parti communiste serait sur le point de perdre le contrôle et l'économie prête à s'effondrer.

Constatant que les médias occidentaux « *dominent toujours les opinions mondiales* » et que la capacité de la Chine à faire entendre sa propre voix « *n'est pas à la hauteur de sa réputation internationale* », le président de l'agence de presse d'État préconise la création d'un « *nouvel ordre mondial des médias* » pour renverser le rapport de forces : « *Si nous ne pouvons pas gouverner efficacement les nouveaux médias, ce sont les autres qui prendront le terrain, ce qui remettra en cause notre rôle dominant dans la conduite de l'opinion publique.* »

La mort du journalisme

La stratégie de « *guerre médiatique* » est mentionnée en Chine dès 2003 comme une part intégrante de la stratégie de l'armée de libération du peuple. Mais c'est en 2011 que Li Congjun, dans un autre [éditorial](#) publié dans le Wall Street Journal, théorise le concept de « *nouvel ordre mondial des médias* » : le droit pour chaque pays de « *prendre part aux communications internationales sur un pied d'égalité* » dans le respect « *des spécificités culturelles, des coutumes, des croyances et des valeurs* » de chaque nation. Détournant une recommandation émise par l'Unesco en 1980, le haut fonctionnaire énonce le souhait de voir les médias du monde entier devenir « *une force active de promotion du progrès social* » au service de la communauté internationale.

“
**Une philosophie
diamétralement
opposée à
celle de la
Déclaration
universelle
des droits
de l'Homme**
”

Dans ses discours, Li Congjun ne cesse d'employer les termes « *industrie des médias* » et « *communications de masse* » mais n'utilise pas une seule fois le mot « *journalisme* ». Ce n'est pas anodin : en faisant des médias un vecteur d'influence au service des États, le « *nouvel ordre mondial des médias* » qu'il appelle de ses vœux signe, de fait, l'arrêt de mort du contre-pouvoir qu'ils peuvent représenter. Le rôle des journalistes est pourtant essentiel au fonctionnement de tout État de droit : sans leur regard critique, sans leur capacité à remettre en cause le discours officiel et à enquêter de manière indépendante pour établir les faits, nul ne peut garantir l'exercice réel des libertés individuelles, des droits civiques et des droits humains.

L'internet sous contrôle de l'État

Quand il appelle au respect « *des spécificités culturelles, des coutumes, des croyances et des valeurs* », Li Congjun fait écho à la théorie du relativisme selon laquelle chaque nation serait en droit de définir de manière souveraine ses critères de libertés et de droits humains, le domaine relevant purement de ses affaires intérieures. Cette philosophie inacceptable, diamétralement opposée à celle de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, permet au régime de Pékin de justifier les abus qu'il commet et d'absoudre les dictateurs avec lesquels il fait commerce.

Cette doctrine est aussi la base du concept de « *souveraineté du Net* » (aussi appelé « *cyber-souveraineté* »), selon lequel chaque État doit pouvoir réglementer les contenus disponibles sur l'Internet à partir de son territoire. Dans la vision chinoise d'un « *nouvel ordre mondial des médias* » répressif, difficile en effet d'accepter l'espace de liberté que représente encore l'Internet. Pour exporter ce concept dans le monde, les autorités chinoises sont allées jusqu'à créer plusieurs événements internationaux ad-hoc tels que le *Sommet mondial des médias* (WMS), lancé en 2009, ou la *Conférence mondiale de l'Internet* (WIC) organisée chaque année depuis 2014.

Dans un [entretien](#) au *Wall Street Journal*, le 22 septembre 2015, le président Xi Jinping justifiait sa politique liberticide en invoquant la nécessité de soumettre l'Internet « *à l'État de droit* » et à « *la souveraineté, la sécurité et les intérêts du développement* » de la nation. Dans un monde confronté à la désinformation et au harcèlement en ligne, l'idée pourrait à première vue sembler légitime. Trois ans plus tard, force est de constater que le durcissement de la réglementation de l'Internet en Chine n'a en rien bénéficié aux citoyens, favorisant au contraire la propagande, la censure et le contrôle social.

→
Le président Xi
Jinping justifie sa
politique liberticide en
invoquant la nécessité
de soumettre l'Internet
« *à l'État de droit* » et
à « *la souveraineté, la
sécurité et les intérêts du
développement* »
de la nation.

© Illustration: Economist /
Satoshi Kamabayashi



DES ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES « MADE IN CHINA »

L'avènement du « *nouvel ordre mondial des médias* » souhaité par Pékin passe par la création d'événements internationaux sous son contrôle, lui permettant de promouvoir sa vision répressive de l'information.

Depuis 2003, la gouvernance d'Internet est en principe débattue à travers les Sommets mondiaux sur la société de l'information (SMSI) organisés par une agence de l'ONU. Si la Chine participe à ces échanges, elle n'a qu'une influence limitée face aux États-Unis, toujours omniprésents dans la gestion du réseau, et qui défendent bec et ongle une approche libérale de la circulation de l'information. Jusqu'à récemment, le pouvoir de Pékin se limitait essentiellement aux infrastructures basées sur son territoire. Mais depuis quelques années, la Chine s'active pour promouvoir son modèle auprès des gouvernements étrangers et dans les instances internationales. S'associant à la Russie et à d'autres régimes autoritaires, Pékin utilise notamment comme tribune l'Union internationale des télécommunications de l'ONU (ITU).

11



↑ Le PDG d'Apple, Tim Cook, à la 4^{ème} Conférence mondiale sur l'Internet à Wuzhen.

© AFP

Dans le domaine des rencontres médiatiques internationales, la Chine n'avait traditionnellement qu'un rôle très limité. Le Sommet du Web, un événement privé organisé par une entreprise irlandaise, qui se décrit comme le plus grand rassemblement au monde de journalistes avec plus de 2 500 professionnels dont les représentants de *Bloomberg*, *Financial Times*, *Forbes*, *CNN*, *CNBC* et du *Wall Street Journal*, met l'accent sur le professionnalisme et la liberté éditoriale, aux antipodes des valeurs prônées par le Parti communiste chinois. Le Congrès mondial des médias d'information, qui a organisé sa 70^e édition en juin 2018 au Portugal en présence de tous les grands médias et réseaux sociaux, remet pour sa part un prix de la liberté de la presse – le Stylo d'or de la liberté – qui a tout pour déplaire aux caciques du régime de Pékin.

→
Un système de
surveillance du net en
démonstration à la 4^{ème}
Conférence mondiale
de l'Internet à Wuzhen.
© AFP



Un sommet mondial des médias conçu par Xinhua

Pas étonnant dans ce contexte que la Chine ait cherché à se doter de ses propres événements internationaux afin de promouvoir sa vision répressive de l'information. Dès 2009, les autorités chinoises ont créé le Sommet mondial des médias qui – comme son nom ne l'indique pas – est entièrement conçu, organisé et financé par l'agence de presse d'État *Xinhua*. La première édition a bénéficié de partenaires internationaux de prestige : *News Corp.* (États-Unis), *Associated Press* (États-Unis), *Thomson Reuters* (Royaume-Uni), *ITAR-TASS* (Russie), *Kyodo News* (Japon), *BBC* (Royaume-Uni), *Turner* (USA) et *Google* (USA).

La seconde édition, qui se donnait pour objectif de « relever les défis du XXI^e siècle », s'est tenue en 2012 à Moscou. Deux cent treize médias internationaux issus de 102 pays étaient représentés. En mars 2016, une troisième édition s'est tenue à Doha, au Qatar, organisée par la chaîne qatarie *Al Jazeera* sur le thème « L'avenir de l'information » avec 120 organisations et 100 médias représentés. Ces sommets, organisés dans des pays réputés pour leur autoritarisme et leur rejet de la liberté de la presse, ont fourni à la Chine l'opportunité de promouvoir ses concepts de « journalisme positif » et de « nouvel ordre mondial des médias ». Ils ont aussi contribué à légitimer l'agence de presse d'État *Xinhua* en permettant à ses dirigeants de débattre sur un pied d'égalité avec des médias internationalement réputés pour leur indépendance et la qualité de leur travail journalistique.

À partir de 2016, le sommet des médias des pays [BRICS](#) (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), un autre événement annuel organisé par la Chine, est venu renforcer le dispositif en permettant à Pékin d'influencer les réglementations et les pratiques des médias de ces cinq pays émergents. Une occasion pour le régime chinois de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux et d'appeler à un « rééquilibrage ».



←
Le sommet des médias des pays Brics, une occasion pour le régime chinois de dénoncer l'hégémonie des médias occidentaux.

© Gulshan Khan / AFP / Pool

Conférence mondiale de l'Internet

En 2014, enfin, la Chine a lancé la Conférence mondiale de l'Internet (WIC), un événement annuel organisé dans la ville balnéaire de Wuzhen (Zhejiang) par l'Administration du cyberspace de Chine (CAC), l'organisme de contrôle du Net. Derrière l'objectif officiel, qui est de débattre de la bonne gouvernance de l'Internet, la Chine vise en réalité à promouvoir la notion de cyber-souveraineté, selon laquelle chaque État serait libre de contrôler l'Internet dans ses frontières. Ce concept ouvre la porte à tous les abus, en particulier dans les pays autoritaires.

Ne reculant devant aucune contradiction, les autorités n'hésitent pas à ouvrir la grande muraille de l'information sur le lieu de la conférence, permettant ainsi aux visiteurs étrangers d'utiliser sans restriction les sites d'ordinaire bloqués en Chine, dont Google, YouTube, Twitter et Facebook ! La censure reste pourtant présente : en 2015, le discours de Jimmy Wales, fondateur de l'encyclopédie collaborative Wikipedia – également bloquée en Chine – a ainsi été retranscrit de manière tronquée par les médias d'État chinois.

La quatrième édition, fin 2017, a été particulièrement profitable pour le régime grâce à la présence d'un millier d'entrepreneurs du Web dont Tim Cook, président d'Apple, Sundar Pichai, président de Google, ainsi que les vice-présidents de Facebook, Microsoft et LinkedIn. La cinquième édition, [en novembre 2018](#), a en revanche fait office de douche froide pour Pékin, avec un seul intervenant issu de la Silicon Valley et un public étranger très clairsemé. Si les géants du Net courtisent plus que jamais la Chine et son marché, leurs dirigeants semblent avoir compris le risque de s'afficher publiquement avec un régime autoritaire qui pratique à grande échelle la censure, la propagande et la surveillance de ses citoyens, et tente ouvertement d'exporter ses pratiques dans le monde.

CENSURE ET SURVEILLANCE, UN SUCCÈS À L'EXPORT

Des logiciels grand public aux systèmes de surveillance destinés aux États, les entreprises hi-tech chinoises tentent d'exporter leurs produits dans le monde, offrant au régime de Pékin un formidable outil de censure et de surveillance.

Depuis que Google a quitté le marché chinois en 2011 pour ne pas se plier à la censure, l'essor des entreprises hi-tech chinoises est étroitement lié à leur collaboration aux opérations de censure et de surveillance de l'État. En mai 2018, elles ont d'ailleurs été embrigadées au sein d'une Fédération des entreprises internet de Chine (CFIS) ouvertement destinée à promouvoir la présence du Parti communiste chinois en leur sein. Le hi-tech chinois représente pour le régime de Pékin un formidable outil d'influence et de contrôle, qu'il essaie désormais d'étendre au-delà des frontières de la Chine.

Dès 2008, le moteur de recherche Baidu, premier en Chine et second dans le monde, lance une version en langue japonaise. Le projet est abandonné en 2013, quand les utilisateurs découvrent que le logiciel stocke secrètement certains contenus sur des serveurs en Chine. En 2014, Baidu renouvelle l'expérience au Brésil avec une version en portugais appelée Busca, qui filtre les termes censurés par Pékin. Face aux protestations, la censure est levée, bien que l'entreprise ait les moyens techniques de la rétablir à tout moment. C'est un échec commercial : Busca ne compte guère plus de 0,01 % de parts de marché au Brésil, une goutte d'eau face aux 97 % de Google. Des versions en arabe pour le marché égyptien, en thaï et en indonésien ont aussi été lancées, sans succès significatif.

13

“
**Promouvoir
ses concepts de
« journalisme
positif » et de
« nouvel ordre
mondial des
médias »**
”

“
**Le hi-tech, un
formidable
outil
d'influence
et de contrôle**
”

Baidu a néanmoins remporté une victoire non négligeable aux États-Unis en 2014, en obtenant une reconnaissance juridique de son droit à censurer. Au terme d'une *class action* intentée contre elle par un groupe de militants pro-démocratie américains, la firme a en effet obtenu gain de cause : la cour fédérale du district sud de New York a considéré que le fait de supprimer certains résultats de recherche n'était pas illégal et relevait simplement d'un droit à l'appréciation éditoriale.

Messagerie non cryptée

La messagerie instantanée WeChat, lancée en 2011 par le géant chinois Tencent, a connu davantage de succès dans son développement international. En mars 2018, l'application revendiquait un milliard de comptes dont 10 % – soit 100 millions – au-delà des frontières chinoises, en particulier en Asie du Sud-Est. Dans un [classement](#) effectué par Amnesty International sur la sécurité des logiciels de messagerie grand public, WeChat a reçu le bonnet d'âne avec... 0/100. Contrairement à ses concurrents Facebook Messenger et WhatsApp, originaires des États-Unis, et Line, originaire du Japon, WeChat ne fournit pas de cryptage de bout en bout : tous les messages passent par les serveurs du groupe Tencent et sont accessibles aux autorités chinoises.



↑ WeChat, une application de messagerie chinoise qui revendique un milliard d'utilisateurs, dispose de nombreuses fonctions qui en font un danger pour la vie privée de ses utilisateurs.

© Anthony Kwan/Bloomberg

WeChat opère des fonctions de paiement, de suivi géographique, d'activation des microphones et caméras, qui multiplient son potentiel de danger. En 2015, le logiciel figurait en outre dans la liste officielle, publiée par Apple, des applications iPhone contaminées par le logiciel malveillant XcodeGhost, soupçonné de permettre d'accéder à distance à certaines fonctionnalités des appareils mobiles. En Chine, de nombreuses condamnations de journalistes et de militants des droits humains ont été prononcées ces dernières années sur la base de « preuves » extraites de leur compte WeChat. Le Département de la Défense indien a inscrit WeChat sur une liste d'applications considérées comme dangereuses, tout comme le Département australien de la Défense.

En novembre 2017, le groupe chinois Tencent a par ailleurs investi la coquette somme de 2 milliards de dollars dans l'application américaine de partage de photos Snapchat, portant sa participation à 12 % du capital. Une présence problématique quand on sait que cette messagerie, censurée en Chine, a pour spécificité de protéger la vie privée de ses utilisateurs en leur permettant d'échanger des messages, photos et vidéos qui disparaissent après quelques secondes.

Le constructeur Huawei sur la sellette

Fort de 18 000 employés dans 170 pays, le géant chinois des télécoms Huawei, second fabricant de smartphones au monde avec 15 % de parts du marché derrière Samsung (20 %) et devant Apple (12 %), aspire pour sa part à devenir le leader mondial de la communication. Une ambition inquiétante : cette entreprise a été créée par un ancien officier du génie de l'Armée de libération du peuple et est régulièrement montrée du doigt pour sa très grande proximité avec l'appareil d'État chinois. La firme, qui est un partenaire-clé de la censure de l'Internet chinois et de la répression dans la province du Xinjiang, a aussi été accusée d'intégrer dans certains de ses produits une « porte dérobée », lui permettant d'accéder secrètement aux données des utilisateurs, et de fournir ses technologies de surveillance au régime iranien. Début 2019, un grand nombre de pays dont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Allemagne, la Norvège et le Japon projetaient d'exclure Huawei de leur marché des télécoms pour des raisons de sécurité nationale.

En novembre 2018, Huawei a aussi lancé « *Smart City Solution* », un service de surveillance des populations urbaines censé protéger le public à l'aide d'un réseau de caméras et de capteurs. Le produit aurait déjà été vendu à 120 municipalités

dans plus de 40 pays dont la Zambie et le Pakistan, deux pays situés au bas du classement de la liberté de la presse publié par RSF. Placés entre de mauvaises mains, les appareils de surveillance chinois permettent tous les abus et présentent de ce fait une menace sérieuse pour les défenseurs de l'information, les journalistes et leurs sources.

Une menace omniprésente

L'exportation des services hi-tech chinois est en train de se généraliser. Fin 2018, le logiciel Sina Weibo, second réseau social en Chine avec plus de 400 millions d'utilisateurs actifs, a ainsi annoncé son intention de se développer à l'international avec comme cible prioritaire les 50 millions de chinois d'outre-mer. Le groupe Alibaba, concurrent d'Amazon, vient d'étendre aux États-Unis son service de paiement en ligne Alipay, qui revendique un demi-milliard d'utilisateurs dans le monde et peut facilement être détourné à des fins de surveillance.

Omniprésente, la technologie chinoise contamine même les entreprises hi-tech d'autres pays : en août 2018, le monde a ainsi appris que Google, dans le cadre du programme de protection avancée qu'il propose à ses clients victimes de tentatives de piratage, leur recommandait l'achat d'une clé de sécurité USB... produite par Feitian Technologies, une entreprise chinoise qui collabore étroitement avec l'armée. Si des journalistes chinois ont suivi les conseils de Google, leurs notes, messages et contacts ont peut-être été transmis sans qu'ils le sachent à l'appareil de sécurité du régime.

Réglementations répressives

La Chine ne se contente pas d'inonder le marché avec des appareils potentiellement espions, elle entend aussi exporter l'arsenal législatif qui, à l'intérieur de ses frontières, lui permet de verrouiller l'information. Ainsi, en juin 2018, le Vietnam, 175^e sur 180 au [Classement RSF](#) de la liberté de la presse, s'est doté d'une loi sur la « cybersécurité » qui renforce considérablement l'emprise du gouvernement sur Internet. La loi oblige les entreprises à héberger leurs données dans des serveurs localisés dans le pays, leur impose d'établir des bureaux de représentation soumis à la réglementation locale et permet de poursuivre des particuliers qui auraient publié en ligne des contenus assimilables à de la propagande, des appels au rassemblement ou des manœuvres pour « troubler », « diviser », ou « perturber » le pays.

Ces dispositions ressemblent étrangement à la loi adoptée par la Chine un an auparavant, et cela est loin d'être une coïncidence. La Thaïlande, au 140^e rang du classement RSF, a aussi adopté fin 2016 une loi similaire sur la criminalité informatique, et prépare une seconde version du texte encore plus répressive, qui pourrait être mise en place en 2019. Le Cambodge, au 142^e rang, après avoir mis fin à la pluralité des médias (voir encadré) a durci les restrictions et prépare un projet de loi complet, calqué sur le modèle chinois. Divers pays africains tels que l'Ouganda (117^e), la Zambie (113^e) et la Tanzanie (93^e), sont également en train de se doter de réglementations similaires.

Pour exporter son modèle répressif, la Chine organise depuis quelques années des séminaires de deux semaines dédiés à la gestion du cyberspace, où les fonctionnaires de pays alliés sont formés aux « systèmes de gestion de l'opinion publique basés sur de gros volumes de données » – en d'autres termes : comment utiliser les nouvelles technologies à des fins de propagande et de surveillance. La Chine a même créé en 2017 un centre de formation à proximité de la frontière vietnamienne, destiné à former les fonctionnaires des pays voisins.

“

**La Chine
exporte
son arsenal
législatif pour
verrouiller
le net**

”



←
La Chine a encouragé le Premier ministre cambodgien Hun Sen à bâillonner les médias indépendants de son pays

© Tang Chhin Sothy / AFP

Le Cambodge met ses médias à l'heure chinoise

Avec l'aide de Pékin et des médias d'origine chinoise, Hun Sen, l'homme fort du Cambodge, a mis au pas une presse qui figurait autrefois parmi les plus libres d'Asie.

Lim Chea Vutha, 38 ans, le fondateur du site d'informations en ligne *Fresh News*, ne tarit pas d'enthousiasme : « *En tant que citoyen cambodgien, je soutiens complètement la Chine et ses investissements au Cambodge.* » Bien que *Fresh News* se dise indépendant, ce site lancé en 2014 a connu une croissance éclair en fournissant une plateforme de propagande à l'homme fort du pays, le Premier ministre Hun Sen. Ses articles complotistes, dénigrant l'opposition et les organisations non-gouvernementales, ressemblent fort à ceux que l'on peut lire dans le journal chinois *Le Quotidien du Peuple*. Et, en ce qui concerne l'actualité internationale, *Fresh News* reprend tout simplement les dépêches de l'agence de presse d'État chinoise *Xinhua*.

Fresh News n'est pas le seul média cambodgien à collaborer avec les plateformes d'information chinoises. En septembre 2017, le ministère de l'Intérieur a ainsi lancé la chaîne de télévision *NICE TV*, financée en partie avec des fonds publics mais contrôlée par le groupe chinois NICE Culture Investment Group. La chaîne, qui diffuse du contenu en khmer sur des sujets liés à la sécurité et aux questions sociales, revendique sans complexe son orientation pro-Pékin.

Ces dernières années, la Chine a lancé au Cambodge de nombreux travaux d'infrastructures et mise sur Hun Sen, au pouvoir depuis 1985, pour maintenir la « *stabilité sociale* » censée garantir le retour sur investissement. Lorsque Hun Sen dissout le principal parti d'opposition, exposant son pays à des sanctions internationales, il peut ainsi compter sur la Chine pour compenser le manque à gagner. La Chine l'encourage aussi dans ses manœuvres pour faire taire les médias indépendants. Le Cambodge, à la 71^e place sur 180 à la création du classement RSF de la liberté de la presse en 2002, [a dégringolé en 2018](#) à la 142^e place.

En avril 2017, Pékin et Phnom Penh ont signé un accord sur la coopération en matière d'information accompagné de sessions de formation sur la censure et la surveillance de l'Internet. Le mois suivant, un homme d'affaires malais rachetait le quotidien *Phnom Penh Post*, une acquisition largement perçue comme orchestrée par Pékin. A l'été, les autorités lançaient une soudaine procédure fiscale à l'encontre du *Cambodia Daily*, le dernier quotidien indépendant du pays. Ce dernier a mis la clé sous la porte le 3 septembre 2017, quelques heures seulement après l'arrestation pour trahison du chef de l'opposition, Kem Sokha.

Aux élections législatives du 29 juillet 2018, à l'issue d'un scrutin supervisé par la Chine, le parti du Premier ministre Hun Sen a remporté l'ensemble des 124 sièges avec près de 75 % des suffrages exprimés, contre seulement 68 sièges lors des élections précédentes. Un résultat que ne nierait pas le Parti communiste chinois, qui, par la voix de l'ambassadeur de Chine à Phnom-Penh, a tenu à exprimer ses sincères félicitations – un geste seulement imité par le Laos, la Thaïlande et le Myanmar.

DÉSINFORMATION ET HARCÈLEMENT : LE « SHARP POWER » À LA CHINOISE

À l'opposé du « *soft power* » qui présuppose des relations au bénéfice mutuel, la Chine use immodérément de son « *sharp power* », un ensemble de pratiques malignes qui incluent désinformation et harcèlement.



17

↑ Victime d'une campagne de désinformation l'accusant d'avoir manqué à protéger ses ressortissants coincés à l'aéroport du Kansai lors du passage d'un typhon, le représentant de Taïwan à Osaka s'est donné la mort.

© AFP

Le 4 septembre 2018, le super-typhon Jebi frappe la ville d'Osaka au centre du Japon. Avec des pluies torrentielles et des bourrasques de vent atteignant les 177 km/h, c'est le typhon le plus puissant à toucher les côtes japonaises depuis 25 ans : l'aéroport international du Kansai, inondé, doit être fermé pendant deux jours. À Taïwan, toute proche, une nouvelle circule : le bureau de représentation de Taïwan aurait abandonné ses ressortissants coincés à l'aéroport, laissant à l'ambassade de Chine le soin de les secourir. Des manifestations éclatent, dirigées contre la présidente Tsai Ing-wen dont le parti est opposé à un rapprochement avec la Chine. Sous la pression, le représentant de Taïwan à Osaka, le diplomate Su Chii-cherng, 61 ans, en charge du bureau depuis quelques mois seulement, se suicide le 14 septembre.

On apprendra plus tard que l'histoire était fausse : les touristes taiwanais en détresse ont immédiatement été évacués par les autorités japonaises, et l'ambassade de Chine n'a joué aucun rôle dans leur sauvetage. Le régime de Pékin est toutefois impliqué d'une autre manière : il semble être à l'origine de la rumeur initiale, dans le cadre d'une campagne de désinformation soigneusement coordonnée et d'une redoutable efficacité. Les autorités taiwanaises ont pu établir après coup que la rumeur émanait d'une « [ferme de contenus](#) » située en Chine continentale. Postée sur les médias de propagande chinois, dont le *Global Times* et le site *Guancha.cn*, et sur le réseau social taiwanais PTT, la rumeur a été reprise sans vérification et amplifiée par les médias taiwanais eux-mêmes.

Les réseaux sociaux, nouveaux champs de bataille

Depuis des décennies, Pékin dirige des opérations de désinformation contre Taïwan afin d'affaiblir les autorités et, dans son esprit, faciliter une future réunification. Ce n'est que récemment cependant que les réseaux sociaux ont permis à ces activités d'avoir une portée virale. Le gouvernement et les médias taïwanais ont révélé au cours des dernières années de nombreux exemples de campagnes de désinformation en Chine, portant sur divers sujets tels que la réforme des retraites ou la validité du passeport taïwanais à l'étranger.

Bien que Taiwan ait toujours été la principale cible des opérations de désinformation chinoises, Pékin s'attaque à d'autres territoires où vit une importante population d'origine chinoise, comme Singapour. En 2016, alors que la cité-État prenait la présidence de l'Asean, la Chine a mené une campagne de désinformation visant à convaincre l'opinion publique qu'il serait contre-productif de s'opposer à l'agenda de Pékin sur la question de la mer de Chine méridionale, dont les îlots font l'objet de revendications de souveraineté concurrentes par les nations limitrophes. Selon le chercheur singapourien Bilahari Kausikan, ancien diplomate, l'objectif de Pékin était d'inciter les Singapouriens à faire pression sur leur gouvernement pour qu'il aligne les intérêts nationaux sur ceux de la Chine. Des responsables Singapouriens ont laissé entendre que le logiciel de messagerie chinois WeChat avait joué un rôle dans la propagation de la désinformation liée à une campagne d'influence chinoise dans ce pays.

Aux États-Unis, une étude de la Columbia University School of Journalism a révélé que WeChat – utilisé principalement par les immigrants de langue chinoise de première génération – véhiculait essentiellement des messages de désinformation et des théories du complot d'extrême droite. Au Canada, le logiciel WeChat a par exemple censuré la nouvelle de l'arrestation, le 1^{er} décembre 2018, de la vice-présidente et directrice financière de l'entreprise Huawei, Meng Wanzhou, accusée d'avoir fraudé plusieurs institutions financières pour pouvoir accéder au marché iranien, violant ainsi des interdictions de traiter avec Téhéran imposées par les États-Unis.

Les ambassadeurs montent au créneau

Les missions diplomatiques chinoises représentent une autre source de pression sur la liberté de l'information dans les démocraties. Certains ambassadeurs de Chine n'hésitent pas à monter eux-mêmes au créneau pour dénigrer les journalistes ou exiger un droit de réponse lorsqu'ils estiment – ce qui arrive souvent – qu'un article publié « *heurte les sentiments d'1,4 milliard de Chinois* ». Un comble, quand on sait que l'écrasante majorité (plus de 97 %) des 800 millions d'internautes de Chine n'ont pas accès aux médias étrangers à cause de la censure.

Dans un communiqué d'une rare violence, publié le 3 juillet 2018, l'ambassade de Chine à Stockholm, dirigée par l'ambassadeur Gui Congyou, prend ainsi à partie le journaliste **Jojje Olsson**, correspondant du quotidien suédois *Expressen*. L'ambassade lui reproche d'avoir publié un article critiquant la politique mise en œuvre par Pékin pour supprimer la liberté de l'information en Chine. Un article dont le but, estime le diplomate, est de « *créer un sentiment de haine* » contre son pays. Le reporter suédois fait depuis longtemps les frais du harcèlement des autorités chinoises. En juillet 2016, après avoir publié un ouvrage critique sur le pays où il résidait depuis neuf ans, il s'était vu refuser le renouvellement de son visa, ce qui équivalait de fait à une expulsion.

D'autre part, dans un article publié en 2017, *The Australian* rapporte que le groupe Apple avait cessé de faire de la publicité dans les publications sinophones

“

**Faire
supprimer les
contenus qui
« heurtent les
sentiments
d'1,4 milliard
de Chinois »**

”

distribuées en Australie *Vision China Times* et *The Epoch Times* en raison de pressions politiques exercées par Pékin. Don Ma, le propriétaire de *Vision China Times*, a déclaré que dix de ses annonceurs avaient été menacés par des officiels chinois pour qu'ils cessent d'acheter de l'espace publicitaire dans le journal.

Journalistes convoqués

Au Canada, des journalistes se plaignent de pressions similaires émanant du réseau diplomatique chinois. En 2016, le journaliste **Gao Bingchen** (connu sous le nom de plume Huang Hebian) a perdu sa chronique dans le *Global Chinese Press*, basé en Colombie-Britannique, à la suite d'un article critique concernant le ministre des Affaires étrangères chinois. Un an plus tôt, **Helen Wang**, rédactrice en chef du *Chinese Canadian Post*, basée à Toronto, a aussi été renvoyée pour avoir écrit une chronique critique sur Pékin.

Aux États-Unis, l'influence de l'ambassade de Chine est telle que même le service en chinois mandarin du groupe public américain *Voice of America* (VOA) est parfois convoqué à l'ambassade pour y recevoir les remontrances des diplomates. Le 19 avril 2017, la directrice du service en mandarin, **Sasha Gong Xiaoxia**, a aussi été contrainte d'interrompre brutalement, suite à des pressions, une interview du dissident chinois Guo Wengui (aussi connu sous le nom de Miles Kwok) diffusée en direct sur le site internet du groupe. À la suite de cet incident, Sasha Gong Xiaoxia et quatre autres journalistes ont été mis à pied.

Méthodes de gangster

Le harcèlement prend parfois des formes plus violentes, s'apparentant à des méthodes de gangster. En Australie, en 2017, le professeur **Clive Hamilton** de l'Université Charles Sturt, auteur de l'ouvrage *L'invasion silencieuse* qui détaille les activités du Parti communiste chinois en Australie, a vu son éditeur **Allen & Unwin** se désister par crainte de représailles chinoises. En novembre 2018, **Anne-Marie Brady**, professeure à l'Université néo-zélandaise de Canterbury, a connu une tentative de sabotage de sa voiture et un cambriolage de son domicile et de son bureau à l'université. Le harcèlement a commencé peu de temps après la publication par Brady, sur le site du think tank américain Wilson Center en novembre 2017, d'un [article](#) intitulé *Armes magiques*, qui détaillait les nombreuses activités secrètes d'influence de la Chine en Nouvelle-Zélande.

Pékin fait aussi appel à l'intimidation physique pour faire taire les voix dissidentes, y compris hors de ses frontières. En 2006, **Li Yuan**, un responsable du quotidien américain *Epoch Times*, a ainsi été battu et s'est fait voler son ordinateur portable à Atlanta (États-Unis), par des gens qu'il soupçonne être des agents chinois. **Xiao Qiang**, fondateur du site indépendant *China Digital Times* de l'université Berkeley, s'est plaint en 2018 de tentatives de piratage répétées et aussi d'avoir été questionné agressivement par un employé du consulat chinois à San Francisco. Au Canada, le journaliste **Xin Feng** a reçu des menaces de mort en 2016 après un article mettant en cause le Premier ministre chinois, alors que le caricaturiste australien **Badiucao**, qui se protège derrière un pseudonyme, a été contraint fin 2018 d'annuler une exposition à Hong Kong à la suite de menaces.

Des journalistes du service en langue ouïghour de **Radio Free Asia**, basés aux États-Unis, se sont plaints en 2018 de l'arrestation de dizaines de membres de leurs familles par les autorités de Pékin juste après la publication d'un exposé exhaustif de la répression exercée dans la province du Xinjiang. Et il y a bien sûr le cas célèbre de l'éditeur suédois Gui Minhai, enlevé en Thaïlande en 2016 et encore détenu en Chine début 2019.

2 LA PROPAGANDE CHINOISE AU XXI^E SIÈCLE

LES JOURNALISTES AU SERVICE DU PARTI

Le président Xi Jinping, au pouvoir depuis fin 2013, est parvenu en quelques années seulement à restaurer une culture médiatique digne de l'ère maoïste, dans laquelle les journalistes sont officiellement appelés à servir le Parti communiste.

Le 9 novembre 2018, en ouverture de la 5^e Conférence mondiale de l'Internet organisée par la Chine dans la ville touristique de Wuzhen (Zhejiang, Est), l'agence de presse d'État *Xinhua* met en scène, sur un écran géant, un présentateur virtuel modelé à partir de l'apparence physique d'une vedette du petit écran chinois. Le personnage de synthèse, qui s'exprime au choix en anglais ou en chinois et remue les lèvres de manière réaliste, pourrait presque faire illusion si ce n'était son élocution légèrement mécanique.



↑ Pour le régime de Pékin, le présentateur de télévision du XXI^e siècle n'est pas un journaliste responsable de ses choix éditoriaux, mais un avatar numérique conçu pour lire à l'écran des textes de propagande.

© STR / AFP

Improprement présentée comme une « *première mondiale* » dans le domaine de l'intelligence artificielle, la machine est en fait dénuée du moindre neurone et uniquement conçue pour réciter des textes préparés à l'avance. L'innovation fait pourtant froid dans le dos : l'agence de presse chinoise n'hésite pas à proclamer que l'avatar « *fait désormais partie intégrante de la rédaction* » et contribuera à apporter aux Chinois « *des informations complètes, pertinentes et précises.* »

Un robot. Tel est donc, pour le régime de Pékin, le présentateur de télévision idéal. Non pas un journaliste professionnel, suivant de près l'actualité, responsable de ses choix éditoriaux, soucieux de vérifier l'information et de la mettre en perspective, mais une courroie de transmission d'un texte de propagande. Quoi de mieux en fin de compte qu'un programme informatique, sans conscience ni émotions, pour mener à bien cette tâche ?

Encadrer le peuple

Le rôle des journalistes en Chine est explicité par le [manuel de propagande](#) mis à disposition des cadres du Parti communiste chinois (PCC). Dans ce guide, ils sont explicitement décrits comme un outil au service de l'État pour encadrer le peuple afin de « *contribuer à créer un modèle de société socialiste qui se transmet de génération en génération* ». Le manuel insiste sur la nécessité pour les médias de « *maintenir un équilibre entre la célébration des succès et l'exposition des problèmes nationaux* », un euphémisme qui recouvre en fait l'idée d'une autocensure permanente.

Bien que l'article 35 de la Constitution chinoise garantisse sur le papier « *la liberté de parole et de presse* », les Chinois n'ont jamais connu l'exercice plein et entier de ce droit. Sous les deux mandats du président Hu Jintao, entre 2003 et 2013, dans l'euphorie d'un boom économique sans précédent, quelques minuscules parcelles de liberté avaient pourtant été laissées aux médias chinois. Un certain nombre d'entre eux ont essayé s'ouvrir au journalisme d'investigation et au pluralisme des courants d'opinion, avec à leur tête le célèbre *Southern Weekly* (Nanfang Zhoumo), basé à Canton, réputé pour son indépendance de ton.

Le scandale des villages du sida, en 2001, par lequel le monde avait appris la contamination par négligence de deux millions de ruraux qui vendaient leur sang pour survivre, ou l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (Sras) en 2003, qui avait fait 774 morts principalement en Asie, avait ainsi été couvert et débattu par la presse chinoise. Même le *Global Times*, connu pour son orthodoxie politique, s'était mis à publier des articles progressistes sur des sujets tels que la corruption des officiels, la pauvreté rurale et la discrimination faite aux minorités sexuelles.

L'accession au pouvoir du président Xi Jinping, en mars 2013, a mis fin à cette timide ouverture. Paradoxalement, celui dont la famille fut victime de la révolution culturelle s'est attelé à restaurer une culture médiatique digne de l'ère maoïste. Avec comme prétexte une « *campagne contre les rumeurs sur Internet* », étendue à tous les contenus jugés « *vulgaires* », le nouveau président a très rapidement repris en main les médias professionnels tout en menant, en parallèle, une violente répression à l'encontre des journalistes non-professionnels et des blogueurs.



↑ Le président Xi Jinping a très rapidement repris en main les médias professionnels tout en menant, en parallèle, une violente répression à l'encontre des journalistes non-professionnels et des blogueurs.

© Greg Baker, AFP

“

Xi Jinping a entrepris de restaurer une culture médiatique digne de l'époque maoïste

”

« Écrire des reportages positifs »

Le 19 février 2016, alors que la Chine connaît un fort ralentissement économique et une montée des tensions sociales, le président Xi se met en scène dans une tournée d'inspection des trois principaux médias du pays : le groupe audiovisuel *CCTV*, le *Quotidien du peuple* et l'agence de presse *Xinhua*. Les journalistes et autres employés sont « *invités* » à applaudir chaleureusement le président à son passage.

Le président vient d'annoncer une grande réforme des médias destinée à renforcer la mainmise du Parti communiste chinois (PCC), dont il est aussi le plus haut dirigeant. Il n'hésite pas à rappeler aux journalistes leur devoir professionnel numéro un : non seulement suivre la direction du Parti mais aussi « *relayer sa volonté et ses propositions, protéger son autorité et son unité* » en se concentrant sur des reportages « *positifs* ». Exigeant une loyauté absolue des médias d'État, il estime que « *leur nom de famille est le Parti.* »

De gré ou de force, des journalistes ont interprété les paroles de leur président au pied de la lettre, jusqu'à la caricature.

En août 2017, au cours d'un événement de masse faisant la promotion du sport et de l'hygiène, un jeune reporter du *Southern Metropolis Daily* n'a ainsi pas hésité à boire en public trois verres d'eau de la rivière Zhujiang dans le but de prouver au public que l'eau est propre en Chine et qu'il n'y a pas de danger à la boire. Ce geste, diffusé en direct sur les réseaux sociaux, a été largement qualifié d'irresponsable car cette rivière, sur laquelle flottent parfois des rats et des cochons morts, est connue pour être extrêmement polluée et son eau impropre à la consommation humaine.

À Birmingham, le 30 septembre 2018, au cours d'un symposium organisé par le Parti conservateur sur le thème des libertés à Hong Kong, la journaliste chinoise Kong Linlin, employée par le groupe audiovisuel d'État *CGTN*, s'est pour sa part « *laissé emporter* » par son patriotisme, n'hésitant pas à insulter une activiste des droits humains et à frapper un bénévole qui tentait de la défendre !

L'information verrouillée

Publics comme privés, les médias chinois ont l'obligation de suivre les instructions du Parti, notamment au sujet du vocabulaire à utiliser lorsque les journalistes traitent de thèmes jugés sensibles par Pékin : le Tibet et le Xinjiang, le massacre de la place Tian'anmen en 1989, la biographie des dirigeants chinois, la corruption, les troubles sociaux dans le pays, les dissidents... Le Département de la propagande du Parti – aussi parfois traduit en Département de la publicité –, un organisme qui a la haute main sur l'action de 14 ministères, communique chaque jour à tous les médias une liste de thèmes à mettre en avant et une liste de sujets qu'il est interdit de traiter sous peine de sanctions.

Le 4 avril 2016, alors que le beau-frère du président Xi Jinping et la fille de l'ex-Premier ministre Li Peng sont mis en cause par les *Panama Papers*, qui révèlent un scandale mondial d'évasion fiscale, le Parti envoie [la notice suivante](#) à tous les médias chinois : « *Trouvez et supprimez toutes les informations sur les Panama Papers. Ne mentionnez aucun sujet en relation, sans exception. Si un contenu provenant de médias étrangers attaquant la Chine est trouvé sur un site, l'affaire sera traitée sévèrement* ».

Suivi idéologique des journalistes

Rédacteurs en chef et journalistes font l'objet d'un suivi idéologique et sont contraints d'assister à des sessions de formation organisées par le Parti. Si, en théorie, le journalisme d'investigation reste possible dans les médias privés, dans la pratique il ne peut être réalisé que sur des sujets expressément autorisés par le Parti. Les journalistes n'ont même plus le droit de tenir un blog personnel, un outil qui leur permettait autrefois d'exposer au public des sujets censurés par leur rédaction.

Depuis 2017, il est aussi interdit aux journalistes de citer des informations provenant des réseaux sociaux si celles-ci n'ont pas été « *autorisées* » au préalable par les autorités. Il n'est même plus permis aux médias étrangers basés en Chine de publier librement des contenus sur Internet : toute publication ayant un caractère informatif doit recevoir l'aval de l'administration d'État avant d'être mis en ligne. Signe des temps, le terme « *travailleur des médias* » est fréquemment utilisé à la place de « *journaliste* » dans les communications officielles... y compris celles de l'Association des Journalistes de Chine (ACJA).

23

Les internautes poussés à l'autocensure

Même pour les simples citoyens, l'Internet n'est plus l'espace de liberté qu'il était il y a encore dix ans. Le 1^{er} juin 2017 est entrée en vigueur une réglementation qui menace l'existence même des journalistes-citoyens en imposant l'enregistrement préalable de tout service distribuant de l'information en ligne. Cela peut en théorie s'appliquer à n'importe quel commentaire ou vidéo posté publiquement : une manière redoutablement efficace d'intimider les internautes, d'autant que les administrateurs de groupes et de forums sont désormais pénalement responsables des commentaires postés...

Avec la fermeture graduelle des services de VPN étrangers, qui permettent de contourner la grande muraille numérique, et l'interdiction des commentaires anonymes sur Internet, le filet se resserre. La surveillance de la toile menace désormais directement chaque internaute : depuis le durcissement de la réglementation, plusieurs d'entre eux ont déjà écopé de peines de prison ferme pour de simples commentaires privés.



← Depuis le durcissement de la réglementation, plusieurs internautes ont déjà écopé de peines de prison ferme pour de simples commentaires privés.

© Greg Baker, AFP

La liberté de la presse s'érode à Hong Kong

Même à Hong Kong, région administrative spéciale et censée jouir d'un statut séparé jusqu'en 2049, la [liberté de la presse](#) est en recul (voir le [rapport RSF Hongkong, la main invisible de Pékin](#) paru en 2016). De 18^e à la création du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF) en 2002, l'ancienne colonie britannique se retrouvait ainsi au 70^e rang en 2018.

L'Autorité des communications, l'organe de régulation, est réputée pour faire pression sur les médias, en jouant par exemple sur la menace du non-renouvellement de leur licence. Plus de la moitié des patrons de presse, qui ont pour la plupart des intérêts économiques importants en Chine, sont membres d'organes politiques tels que le Congrès national du peuple et la Conférence consultative politique du Peuple chinois. Le bureau de liaison à Hong Kong du Parti communiste chinois contrôle, entièrement ou en partie, plusieurs médias dont les quotidiens *Tao Kung Pao* et *Wen Wei Po*. Le 20 avril 2016, le rédacteur en chef du quotidien *Ming Pao*, Keung Kwok-yuen, a été brutalement licencié quelques heures seulement après avoir publié des dossiers des *Panama Papers*.

La même année, le journal *South China Morning Post*, une institution créée en 1903, a été acquis par le groupe chinois Alibaba, provoquant le départ d'une trentaine d'employés aussitôt remplacés par des personnalités réputées dociles ou proches de Pékin. La ligne éditoriale du quotidien n'a pas tardé à s'infléchir. En juillet 2017, le quotidien a ainsi retiré un billet d'opinion faisant état de liens entre le président Xi et un investisseur singapourien.

GRAND ANGLE



← Baby Q et Xiao Bing ont failli déclencher une révolution en ligne en se risquant au délicat exercice du commentaire politique.

©Tencent

Les « chatbots » chinois rêvent d'Amérique

L'intolérance du régime chinois à la critique est telle que même Baby Q et Xiao Bing, deux programmes d'intelligence artificielle lancés en 2017 sur la messagerie Tencent QQ, ont été déconnectés pour avoir « abusé » de leur liberté de parole.

Le pingouin Baby Q et la petite fille Xiao Bing sont deux « *chatbots* », des programmes d'intelligence artificielle (AI) dotés de la capacité d'apprendre et de converser avec les internautes. Lancés en mars 2017 sur l'application Tencent QQ, l'ancêtre – encore populaire – de la messagerie chinoise WeChat, ils étaient conçus pour donner des conseils pratiques et répondre à des questions liées à la vie quotidienne. Malgré eux, ils ont presque déclenché une révolution en ligne en se risquant au délicat exercice du commentaire politique, avec des déclarations audacieuses telle que « *la démocratie est indispensable !* » ou, à propos du Parti communiste chinois : « *Pensez-vous qu'un régime politique corrompu et incompetent puisse durer longtemps ?* » L'un des deux cyber-éditorialistes en herbe, parodiant un concept cher au président Xi Jinping, est même allé jusqu'à déclarer que son « *rêve chinois* » était « *de partir en Amérique* ». Les deux robots, jugés trop indépendants d'esprit, ont rapidement été déconnectés. L'histoire retiendra Baby Q et Xiao Bing comme les premières victimes virtuelles de la répression de Pékin sur la liberté de l'information.

La plus grande prison au monde pour les journalistes

La Chine est la plus grande prison du monde pour les journalistes : plus de 60 d'entre eux y sont actuellement détenus. L'arsenal répressif utilisé par Pékin inclut enlèvements, détention au secret et sans jugement, torture et confessions forcées.



← Les menaces sur les sources chinoises sont devenues tellement courantes que les correspondants étrangers hésitent désormais à les contacter, de peur de les mettre en danger.

© Peter Parks, AFP

25

Plus de 60 journalistes professionnels ou non-professionnels sont actuellement détenus en Chine, faisant du pays la plus grande prison de journalistes du monde. Les défenseurs de l'information libre sont l'une des cibles privilégiées du système de « *résidence surveillée dans un lieu désigné* » (RSDL), un régime d'exception institué au nom de la lutte contre le terrorisme et la corruption, et qui autorise une mise à l'isolement pour six mois dans des conditions éprouvantes incluant souvent des actes de torture.

Pékin pratique envers les défenseurs de la liberté de la presse une politique de mauvais traitements et de privations de soins qui équivaut à une condamnation à mort. En 2017, le prix Nobel de la paix 2010 [Liu Xiaobo](#) et le blogueur [Yang Tongyan](#) sont ainsi tous deux morts des suites de cancers non soignés durant leur détention. RSF dénombre au moins dix journalistes et blogueurs risquant de mourir s'ils ne sont pas immédiatement libérés, dont le célèbre [Huang Qi](#), fondateur du site d'information sur les droits humains *64 Tianwang* et deux fois lauréat du prix RSF.

De très lourdes peines sont utilisées pour faire taire les voix indépendantes. Le journaliste-citoyen d'origine ouïghoure [Ilham Tohti](#), 48 ans, purge ainsi depuis 2014 une peine de prison à vie pour « *séparatisme* » tandis que l'éditeur [Yiu Mantin](#), 76 ans, a été condamné en 2015 à dix ans de prison pour avoir tenté de publier un ouvrage à charge sur le président Xi Jinping. En 2017, le blogueur anti-corruption [Wu Gan](#), 44 ans, a été condamné à huit ans de prison tandis que [Liu Feiyue](#), 49 ans, fondateur du site d'information sur les droits humains *Civil Rights and Livelihood Watch*, a pour sa part été condamné à cinq ans de prison début 2019.



© AFP

Liu Xiaobo



© DR

Yang Tongyan



© DR

Huang Qi



© DR

Ilham Tohti

Le régime chinois ne s'embarrasse même plus de considérations de frontières ou de nationalité. En 2015, parmi les cinq employés de la librairie *Causeway Bay Books* qui avaient disparu pour réapparaître, des semaines plus tard, à la télévision d'État chinoise, se trouvaient un citoyen britannique, [Lee Bo](#), et un citoyen suédois, [Gui Minhui](#). Le premier a été enlevé sur le territoire autonome de Hong Kong, en théorie hors de la juridiction chinoise. Le second, enlevé en Thaïlande, reste trois ans plus tard, détenu en Chine.

Les journalistes étrangers basés en Chine ne sont pas non plus épargnés. Dans son [rapport annuel](#) publié en janvier 2019, le Club des correspondants étrangers de Chine (FCCC), une association professionnelle basée à Pékin, affirme ainsi que leur situation est « *aujourd'hui la pire qui leur ait été donnée de vivre depuis 20 ans* ». Le régime a développé un véritable arsenal d'intimidations et de harcèlement comprenant écoutes téléphoniques, piratages informatiques et surveillance physique. Et les menaces sur les sources chinoises sont devenues tellement courantes que les journalistes hésitent désormais à les contacter, de peur de les mettre en danger.

LES MÉDIAS CHINOIS, NOUVEAUX-VENUS DE POIDS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

En une décennie, la Chine a massivement investi pour se doter de médias capables d'atteindre le public étranger. Le pari est réussi : le groupe audiovisuel CGTN diffuse ses programmes dans 140 pays et la radio internationale chinoise produit des émissions en 65 langues.

↓
CGTN Africa projette une image sophistiquée qui n'a rien à envier à celle de la chaîne d'information américaine CNN International.

©RSF

Habillage moderne, ton professionnel, diction impeccable : [CGTN Africa](#) projette une image sophistiquée qui n'a rien à envier à celle de la chaîne d'information américaine *CNN International*. Le service produit trois programmes phares : *Africa Live*, qui couvre l'actualité africaine en temps réel, *Talk Africa*, une émission de débats économiques et sociaux, et *Faces of Africa*, un magazine présentant les multiples facettes du continent à travers des portraits d'acteurs connus ou inconnus de la société civile africaine. La particularité de *CGTN Africa* ? Elle est contrôlée à 100 % par l'État chinois.



La chaîne, à l'origine appelée *CCTV Africa*, a été lancée début 2012 avec l'intention affichée de « *promouvoir une meilleure compréhension de l'Afrique en Chine ainsi qu'une connexion culturelle entre les peuples chinois et africains* ». Le groupe compte plus de 100 employés, pour la plupart locaux. Il a implanté son siège dans le centre de Nairobi, la capitale du Kenya, avec des bureaux secondaires à Lagos (Nigéria), au Caire (Égypte) et à Johannesburg (Afrique du Sud). *CGTN Africa* produit chaque jour plus d'une heure de programmes centrés sur l'Afrique, diffusés sur la version en langue anglaise de *CGTN*, largement distribuée sur les satellites et réseaux câblés du continent.

Pour développer son public, *CGTN* profite de l'expansion du géant des télécommunications Huawei, qui a mis en place 70 % des infrastructures 4G en Afrique, et aussi d'initiatives privées comme celle qui a été lancée en 2015 par le bouquet de chaînes par satellite chinois StarTimes, qui vise à équiper 10 000 villages africains d'un récepteur leur permettant d'accéder à ses programmes. En juillet 2017,

la Chine a en outre ainsi signé un accord de coopération avec le Kenya qui prévoit la construction de facilités à la pointe de la technologie pour le groupe audiovisuel public *Kenya Broadcasting Corporation (KBC)*.

Pas de commentaires critiques

Sous prétexte de révéler au monde le vrai visage de l'Afrique, *CGTN* soigne surtout l'image de la Chine. La rubrique « *opinions* » de son site internet est édifiante : « *Un commerce important et équitable avec la Chine est essentiel au développement de l'Afrique* », assure le [Dr. David Monyae](#), un expert en politique internationale... par ailleurs codirecteur de l'Institut Confucius de l'Université de Johannesburg. Dans un autre billet, [Edward Kusewa](#), présenté comme « *un économiste basé à Nairobi* », voit dans l'exposition China International Import (CIIE) « *une nouvelle approche du commerce mondial* ». *CGTN* oublie de mentionner qu'il travaille comme consultant pour une banque sud-africaine d'investissement et de commerce, qui a tout intérêt à plaire aux investisseurs chinois.

27

En matière de couverture de l'actualité internationale, la chaîne semble au premier abord moins partielle, n'hésitant pas à citer des sources occidentales comme l'*AFP* ou *Voice of America (VOA)*. Mais son approche reste centrée sur la présentation de faits bruts et positifs, excluant commentaires critiques et mises en perspective – surtout quand le sujet implique la Chine. Quand *CGTN Africa* annonce le lancement d'un projet industriel, minier ou d'infrastructure, nulle mention du point de vue des populations locales ou des risques de pollution, de corruption ou de violation des droits humains que ce type de projet peut impliquer.



↑ Le quotidien en langue anglaise China Daily, qui dispose d'éditions spécifiques pour le continent américain, l'Afrique, l'Europe et l'Asie, revendique un tirage quotidien de 900 000 exemplaires et un lectorat combiné de 150 millions de personnes.

© Tony KARUMBA, AFP



→ Sébastien Le Belzic, correspondant de TF1 et Arte à Pékin et fondateur du site [ChinAfrica](#).

©Sébastien Le Belzic

« L'AFRIQUE, LABORATOIRE DE LA PRÉSENCE MÉDIATIQUE CHINOISE »

ENTRETIEN avec Sébastien Le Belzic

Pour Sébastien Le Belzic, correspondant de *TF1* et *Arte* à Pékin et fondateur du site [ChinAfrica](#), le développement des médias chinois en Afrique est facilité par leur capacité à s'adresser aux Africains dans leurs langues locales et par l'affaiblissement de l'influence occidentale.

Comment décrire l'influence des médias chinois en Afrique ?

« Je préfère parler de « *présence* » plus que « d'influence », car le terrain médiatique africain est relativement vierge. La chaîne *CGTN* a un centre de production et plusieurs centaines d'employés en Afrique, ce qui n'est le cas d'aucun média français. L'influence occidentale s'est affaiblie au bénéfice de la Chine qui peut facilement nouer des alliances. L'Afrique est devenue un laboratoire pour la stratégie médiatique de la Chine dans le monde. »

Comment les médias chinois parviennent-ils à intéresser les Africains ?

« La Chine dispose de trois médias influents en Afrique : le service de télévision *CGTN Afrique*, le bouquet privé *StarTimes* et *Radio China International*, très attractive car elle s'adresse aux Africains dans leurs langues locales, pas seulement en anglais et en français. La différence de prix de l'abonnement joue aussi : de 3 à 5 euros par mois pour *StarTimes* contre 12 euros minimum pour Canal+ par exemple. »

Le public n'est-il pas rebuté par l'aspect « propagande » des informations diffusées ?

« La plupart des Africains se rendent compte de la subjectivité des informations diffusées par la Chine. Ils consomment tous les types de contenus distribués par les médias chinois, mais ils se méfient des programmes d'information. C'est finalement dans le divertissement que réside le « *soft power* » chinois en Afrique. On peut citer par exemple le rachat des droits de la Ligue allemande de football par le groupe *StarTimes*, qui a eu beaucoup de succès. »

La présence médiatique chinoise est-elle vue comme un danger ?

« Non, la présence chinoise est globalement bien perçue, car elle ne se fait pas au détriment des médias africains. L'atout de la Chine réside dans le fait qu'elle propose un modèle et des références culturelles alternatives à celles des puissances occidentales. L'approche des médias chinois est considérée comme moins hautaine, car ils se concentrent sur ce qu'il y a de positif chez leurs alliés africains, sans les critiquer. »

Voice of China

Fin 2018, *CGTN* a ouvert un bureau de production similaire à Londres, avec 90 recrutements locaux. Cette antenne doit à terme produire des programmes spécifiques pour l'Europe comme le font déjà les bureaux de Washington pour le continent américain et celui de Nairobi pour l'Afrique, ouverts en même temps en 2012. *CGTN Europe* renforcera le groupe *China Media Group (CMG)*, aussi appelé *Voice of China* (la Voix de la Chine), une structure unique regroupant la télévision d'État (*CCTV-CGTN*) et les diffuseurs radiophoniques *China National Radio (CNR)* et *China Radio International (CRI)*. Le futur géant de l'audiovisuel chinois, qui emploiera plus de 14 000 personnes, sera placé sous le contrôle direct du Département central de la propagande du Parti.

Le nom *Voice of China*, s'il était officiellement adopté (c'est aussi celui d'un programme de télévision célèbre en Chine), profiterait de la confusion avec le célèbre réseau audiovisuel américain *Voice of America (VOA)*, créé en 1942. Il y a pourtant une différence de taille : si *VOA* est effectivement financé par le Congrès, son indépendance éditoriale est garantie par la loi. Le groupe n'a pas hésité à dénoncer l'utilisation de la torture par l'armée américaine en Irak ou à se faire l'écho des révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden concernant les programmes de surveillance de masse américains et britanniques.

On ne pourra pas en dire autant de *Voice of China* : selon l'agence de presse *Xinhua*, sa mission officielle sera en effet de « diffuser les théories, les orientations, les principes et les politiques » du Parti communiste chinois ainsi que de « raconter correctement la Chine », une tâche qui relève de la propagande et non du journalisme.

Cinq chaînes d'info en continu

La communication chinoise en langues étrangères ne date pas d'hier, mais elle a longtemps été poussive et maladroite. En 1981, alors que la Chine communiste fait ses premières tentatives d'ouverture sur le monde, elle lance un quotidien en anglais, le *China Daily*. L'année suivante, la télévision d'État *CCTV* se dote d'un journal en anglais, mais il faudra attendre 14 ans pour qu'il ne se transforme en une véritable chaîne d'information en continu.

C'est à partir de 2008 que les choses changent véritablement. Les Jeux olympiques de Pékin, qui devaient être une célébration de la réussite économique chinoise, ont tout autant servi de caisse de résonance pour les opposants au régime. Le parcours de la flamme olympique, en mars, est interrompu plusieurs fois sous la pression des défenseurs des droits humains, obligeant les porteurs chinois à se relayer sous protection policière. Une véritable humiliation pour Pékin.

Le régime décide alors d'investir 45 milliards de RMB (6 milliards d'euros) sur dix ans pour améliorer son image internationale et diffuser ses opinions dans le monde. L'enveloppe aurait même augmenté depuis pour atteindre les 10 milliards de RMB (1,3 milliard d'euros par an), soit le double du budget dépensé par les États-Unis pour la promotion de leur image dans le monde.

Une décennie plus tard, l'investissement porte déjà ses fruits : la présence médiatique chinoise a changé d'échelle. Le groupe *China Global Television Network (CGTN)* produit désormais six versions dont cinq chaînes d'information en continu en anglais, français, arabe, russe et chinois, ainsi qu'une chaîne de documentaires en anglais. *CGTN* compte quelque 10 000 employés répartis dans 70 bureaux – dont trois centres de production à Londres, Washington et Nairobi – et diffuse ses programmes dans pas moins de 140 pays.

“

**1,3 milliard
d'euros par
an pour
diffuser ses
opinions
dans le
monde**

”

Une radio en 65 langues

En matière de diffusion radiophonique, le groupe China Radio International (CRI) est aussi parvenu à s'étendre dans le monde entier, diffusant dans 65 langues – un nombre record – depuis plus de 70 stations à l'étranger. En 2015, une [enquête](#) de l'agence de presse Reuters a révélé qu'en plus de ses diffusions officielles, CRI était l'actionnaire principal d'au moins 33 autres stations de radio dans 14 pays dont les États-Unis, l'Australie et plusieurs pays européens.

Côté presse écrite, les médias chinois sont aussi entrés dans la cour des grands. Le quotidien en langue anglaise *China Daily*, qui dispose d'éditions spécifiques pour le continent américain, l'Afrique, l'Europe et l'Asie, revendique ainsi un tirage quotidien de 900 000 exemplaires – près de la moitié de celui du *New York Times* – et un lectorat combiné de 150 millions de personnes. Depuis 2009, le *Global Times* dispose aussi d'une édition anglophone qui tire « *seulement* » à 100 000 copies, mais dont le site internet en dix langues revendique quelque 15 millions de visiteurs par jour.

Même l'agence de presse étatique *Xinhua*, autrefois moquée pour son austérité, a réalisé une véritable percée à l'étranger. En 2015, l'agence a commencé à promouvoir sérieusement ses comptes Facebook, Twitter, et YouTube, sur lesquels elle communique désormais en 19 langues. Début 2019, l'agence comptait plus 56 millions d'abonnés sur Facebook, près de 12 millions de followers sur Twitter et 367 000 abonnés à sa chaîne YouTube.



↑ Les médias chinois sont mobilisés pour faire la promotion internationale du projet pharaonique des Nouvelles routes de la soie.

© RSF

31

Les nouvelles routes de la soie passent aussi par les médias

La promotion internationale du projet de développement des nouvelles routes de la soie, qui vise à renforcer l'influence commerciale et politique de la Chine dans le monde, met à contribution les médias du monde entier.

Le projet des nouvelles routes de la soie – en anglais Belt and Road initiative (BRI) –, lancé par la Chine en janvier 2017 avec 68 pays soit près des deux tiers de la population mondiale, prévoit la construction d'infrastructures de transport reliant la Chine au Moyen-Orient, à l'Europe et à l'Afrique de l'Est. Un volet digital, appelé Les routes de la soie numériques, prévoit d'équiper les pays partenaires de réseaux de fibre optique, de téléphonie mobile 5G, mais aussi de systèmes de vidéosurveillance urbaine et de filtrage d'Internet fournis par les entreprises Huawei, ZTE, China Telecom et Hikvision.

Les médias d'État chinois sont mobilisés pour faire la promotion internationale de ce projet pharaonique, avec en première ligne l'agence de presse *Xinhua*, le groupe audiovisuel *CCTV* et la radio internationale *CRI*. Pour faciliter la communication sur le projet, les médias d'État chinois et ceux des pays partenaires ont été regroupés dans l'alliance *Belt and Road News (BRNA)*, qui réunit 72 médias issus de 42 pays. Par ailleurs, une quarantaine de médias d'outre-mer en langue chinoise ont aussi été fédérés par le groupe hongkongais *Modia News* pour lancer des campagnes de promotion coordonnées.

Un programme de formation spécial, baptisé Dongfang, a été créé pour former ces journalistes aux « éléments de langage » spécifiques au projet. En d'autres termes, inciter les journalistes des pays impliqués dans le projet à aligner leur discours sur celui de la propagande chinoise. Le stage en Chine, qui dure 26 jours, est sponsorisé par le quotidien *China Daily*, deux universités chinoises et la compagnie aérienne China Eastern.

Pékin encourage aussi la coproduction de programmes télévisés : « *Belt and Road : City Tour* » sur le réseau social russe VKontakte (VK), la série documentaire « *Revisiting the Silk Road* » en Iran, « *The Belt and Road Story* », un court métrage d'animation au Vietnam, une vidéo musicale au Laos, et la série de clips télévisés « *With you on the Silk Road* » qui est diffusée dans 10 pays d'Asie du Sud-Est.

Les grands médias internationaux sont aussi courtisés. Fin 2017, le *Service chinois d'information économique (CEIS)*, filiale de l'agence *Xinhua*, a ainsi signé un accord avec une vingtaine de groupes de réflexion et de médias en Europe pour diffuser certains de ses contenus relatifs aux nouvelles routes de la soie sur un fil d'informations économiques spécialisé destiné aux investisseurs.

L'agence de presse publique allemande, *Deutsche Presse-Agentur (DPA)*, a notamment pris part à ce partenariat malgré de nombreuses critiques. Parmi les médias signataires se trouvent aussi *Class Editori (Italy)*, *Polish Press Agency (Pologne)*, *Le Soir (Belgique)*, *Metro (Royaume-Uni)*, *Tanjug News Agency (Serbie)*, *Athens News Agency (Grèce)*.

FORMATION DES JOURNALISTES ÉTRANGERS EN CHINE : UNE OFFENSIVE DE CHARME

Des bataillons de journalistes étrangers sont choyés par Pékin via de luxueux programmes de formation, en contrepartie d'une couverture médiatique favorable.

En décembre 2018, au retour d'un séjour en Chine, un groupe de journalistes zambiens couche ses impressions sur le blog du [Zambia Daily Mail](#). Au total, 22 professionnels de ce pays enclavé d'Afrique de l'Est ont été invités à Pékin pour participer à un événement sur mesure baptisé *Séminaire 2018 du groupe de travail média pour la Zambie*. Le séjour est pris en charge par l'Administration nationale de la radio et de la télévision (connue jusqu'en 2018 sous le nom d'Institut de recherche et de formation de l'administration d'État de la presse, des publications, de la radio, du film et de la télévision de Chine), un organisme qui en quelques années affirme avoir accueilli plus de 3 400 professionnels des médias issus de 146 pays sur les cinq continents.



← Les médias chinois sont mobilisés pour faire la promotion internationale du projet pharaonique des Nouvelles routes de la soie.

© Tony KARUMBA, AFP

L'objectif officiel de la rencontre était de débattre des « *défis posés par les nouvelles technologies et le développement économique des médias* », une opportunité en or pour les autorités chinoises de créer des contacts, mais aussi de promouvoir leurs technologies et leur système de réglementation. Le séjour comprenait aussi un volet ludique avec visite de la ville thermale et touristique de Chongqing (sud-ouest). L'échelle démesurée de la Chine, ses chaînes de télévision et stations de radio aux équipements dernier cri, ont tout pour impressionner les journalistes.

Sur leur blog, ils ne cachent pas leur enthousiasme, recopiant au passage certaines expressions stéréotypées issues des textes de propagande : « *Avec le temps, la société chinoise s'est modernisée et ses médias ont aussi développé des tendances modernes, mais avec des caractéristiques chinoises* ». Notant que « *la Constitution de la République populaire de Chine garantit à ses citoyens la liberté de parole et d'information* », sans paraître douter un seul instant de l'effectivité de ce droit en Chine, les journalistes concluent qu'il est nécessaire pour la Zambie de « *faire un grand bond* » en avant, à l'exemple de la Chine, pour moderniser ses médias qui sont « *la clé du développement*. »

Pékin déroule le tapis rouge

Pékin n'économise aucun effort pour plaire aux journalistes des pays émergents. L'objectif : se faire comprendre – et si possible aimer – des influenceurs répartis tout autour du globe. La présence de journalistes étrangers dans le pays profite aussi à Pékin d'une autre manière : leurs reportages confèrent de la crédibilité aux

médias d'État chinois et donnent au peuple chinois l'impression que le monde entier approuve les politiques du Parti communiste.

Dans les Caraïbes, l'arrivée en 2013 d'une nouvelle ambassadrice de Chine à Grenade a ainsi été accompagnée d'attentions spéciales pour les journalistes. Depuis cette date, environ 70 % des travailleurs des médias auraient été invités en Chine pour des stages de découverte de la culture et des médias. Cette « *rééducation* » au journalisme à la chinoise a, en quelques années, eu un véritable impact sur le fonctionnement des médias locaux, devenus beaucoup plus révérencieux qu'auparavant. La situation est similaire dans les îles de Dominique et de la Barbade, où les médias ont également pu bénéficier des largesses de la Chine.

Les programmes d'échanges sont placés sous la coordination de Centres de presse séparés par zones géographiques et administrés conjointement par le ministère des Affaires étrangères et l'Association de diplomatie publique de Chine. Ils gèrent notamment le programme des bourses Dongfang, qui s'étend sur 26 jours et forme les journalistes aux éléments de langage spécifiques au projet des nouvelles routes de la soie (voir encadré). Ils proposent aussi des programmes sur mesure, comme ce séminaire organisé en août 2018 qui a permis à un groupe de journalistes kenyans de se familiariser avec les médias chinois tout en apprenant de la bouche de leur intervenante chinoise que leur devoir de journaliste impose « *de sauvegarder la sécurité de la société* » et de diffuser « *une information positive* » sur les réformes mises en place par les dirigeants de leur pays.

Le programme le plus populaire est sans conteste une bourse de formation sur 10 mois, surnommée « *tapis rouge* », dont l'objectif ouvertement affiché est de générer une couverture de presse favorable en invitant tous frais payés des journalistes du sous-continent indien, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique. Lancé en 2016, ce programme toucherait plus de 100 journalistes par an, accueillis comme des stars de cinéma : logement luxueux dans le centre de Pékin, deux voyages par mois à la découverte de diverses provinces de la Chine, cours de chinois, le tout accompagné d'une allocation mensuelle pouvant atteindre les 5 000 RMB (650 euros). À la fin du projet, les journalistes reçoivent même un diplôme en relations internationales délivré par une université chinoise.

Contreparties exigées

L'invitation de journalistes n'est pas, en soi, une pratique critiquable : de nombreux États dans le monde soignent leur image de cette manière. Mais dans le cas de la Chine, les journalistes ne sont pas choisis par leur hiérarchie, mais par l'ambassade de Chine avec l'approbation du Parti. Et surtout, une contrepartie est demandée. Les conditions sont claires : promettre de « *raconter correctement la Chine* », voire présenter le régime autoritaire comme une démocratie et un artisan de la paix mondiale.

Les invités ne sont en revanche pas autorisés à se déplacer librement durant leur séjour. Le 10 janvier 2019, la Chine a ainsi invité une [délégation de journalistes](#) de Turquie, d'Égypte, d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh à visiter la province autonome du Xinjiang. Les journalistes de ces pays à majorité musulmane n'auront pas l'occasion de le vérifier librement si, oui ou non, un million de musulmans de l'ethnie ouïghoure sont réellement détenus dans des camps. Les autorités chinoises préfèrent les emmener visiter... une exposition consacrée à la lutte contre le terrorisme.



→
L'étudiant allemand David Missal.

©Stand News

PEUT-ON VRAIMENT APPRENDRE LE JOURNALISME À PÉKIN?

ENTRETIEN avec **David Missal**

L'étudiant allemand David Missal, expulsé en août 2018 de l'université Tsinghua pour avoir enquêté sur un thème défendu, témoigne de l'ambiance pesante qui règne dans le département de journalisme, peu propice à la formation de journalistes étrangers à l'esprit critique.

Pourquoi avez-vous décidé d'étudier le journalisme en Chine ?

« J'avais obtenu un bachelor (licence) en études chinoises et je m'étais déjà rendu en Chine à deux reprises. Réaliser un master en journalisme et communication à Pékin me semblait un bon moyen d'améliorer mon chinois tout en approfondissant ma connaissance du pays. Je savais bien entendu que la Chine n'était pas un pays très propice à la libre expression, mais je ne pensais pas que les restrictions seraient si sévères, surtout vis à vis d'un simple étudiant. »

Quelle est l'ambiance à l'université Tsinghua ?

« Certains étudiants se contentent de suivre strictement la ligne de conduite fixée par le Parti communiste chinois (PCC) et d'autres font preuve de plus d'indépendance d'esprit. Mais ces derniers ne peuvent pas s'exprimer librement, par peur des répercussions que cela pourrait causer sur leur avenir. Un très bon ami chinois qui souhaite faire son doctorat aux États-Unis m'a ainsi dit qu'il ne publierait rien de critique sur la Chine, craignant de ne pas trouver d'emploi à son retour. »

Peut-on traiter de tous les sujets ?

« En apparence, les cours ne sont pas si différents de ceux auxquels un étudiant pourrait s'attendre en Allemagne, à la différence notable qu'ils ne forment pas à avoir l'esprit critique. Tant que l'on reste dans les domaines approuvés par le Parti, on peut écrire sur tout, mais dans la pratique il y a beaucoup de tabous. En tant qu'étudiant étranger, j'ai pu me permettre de pousser les limites plus loin que ne le font mes camarades chinois, car je courais moins de risques. »

Comment avez-vous expérimenté la censure ?

« J'ai entrepris un travail d'enquête sur les avocats défenseurs des droits humains en Chine, sous la conduite d'un professeur américain qui avait pourtant validé le projet. Mais j'ai posté des informations à ce sujet sur mon flux de nouvelles dans la messagerie WeChat et je suppose qu'un de mes camarades m'a dénoncé. La direction du département de journalisme a alors essayé de me dissuader de poursuivre le projet, mais je suis passé outre, estimant important de couvrir aussi bien les aspects positifs que les aspects négatifs de la Chine. »

Vous attendiez-vous à une sanction ?

« J'étais conscient que ce que j'avais fait était délicat, mais je ne m'attendais pas à être expulsé pour si peu. J'avoue avoir été surpris quand, après deux mois d'attente pour une procédure qui d'habitude prend dix jours, j'ai appris que ma demande de renouvellement de visa avait en fin de compte été rejetée. »

[BIEN RACONTER LA CHINE]

Faire en sorte que les médias étrangers « *racontent correctement la Chine* », c'est-à-dire reprennent son narratif sans se poser de questions, est devenu l'obsession de Pékin. Mais les termes « idéologiquement corrects » cachent des réalités bien différentes.

	 LE DISCOURS OFFICIEL	 CE QU'IL PASSE SOUS SILENCE
Le « rêve chinois »	Le président Xi Jinping fait de la Chine un pays de classes moyennes qui œuvre pacifiquement pour un développement harmonieux du monde.	Pékin développe et exporte un modèle de société orwellien basé sur la censure, la propagande, la surveillance et le crédit social.
La « lutte contre le terrorisme »	Il n'y a pas d'exactions dans la province du Xinjiang, où Pékin ne procède qu'à de légères opérations de formation et de lutte contre l'extrémisme.	Au moins un million de ressortissants de la minorité musulmane ouïghoure seraient détenus dans des camps de concentration.
Une « communauté de destin »	Le projet des nouvelles routes de la soie vise à rapprocher l'Afrique et l'Asie, liées depuis des siècles par une communauté de destins.	Le projet renforce la position géostratégique de la Chine tout en favorisant le maintien des pouvoirs autoritaires dans les pays partenaires.
Les « relations gagnant-gagnant »	La Chine aide généreusement à développer les nations d'Afrique et d'Asie dans un esprit de bénéfice mutuel et d'équité.	La politique chinoise d'aide au développement, parfois qualifiée de « <i>néo-coloniale</i> », met certains pays partenaires dans un état de très grande dépendance économique qui profite aux intérêts chinois.
Un « traitement commercial égal et équitable »	Sur son territoire, la Chine accorde un traitement égal et équitable à tous les acteurs du marché, y compris les entreprises étrangères.	La Chine transgresse massivement les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en privilégiant les entreprises nationales et en empêchant l'investissement étranger dans les secteurs qu'elle juge stratégiques.
Les droits humains « aux caractéristiques chinoises »	En 40 années de réformes, la Chine a sorti près de 700 millions de personnes de la pauvreté, ce qui en fait un champion des droits humains.	L'intérêt supposé de l'État passe avant le respect des droits et libertés individuels. Ce sont les droits humains « avec des caractéristiques chinoises ».

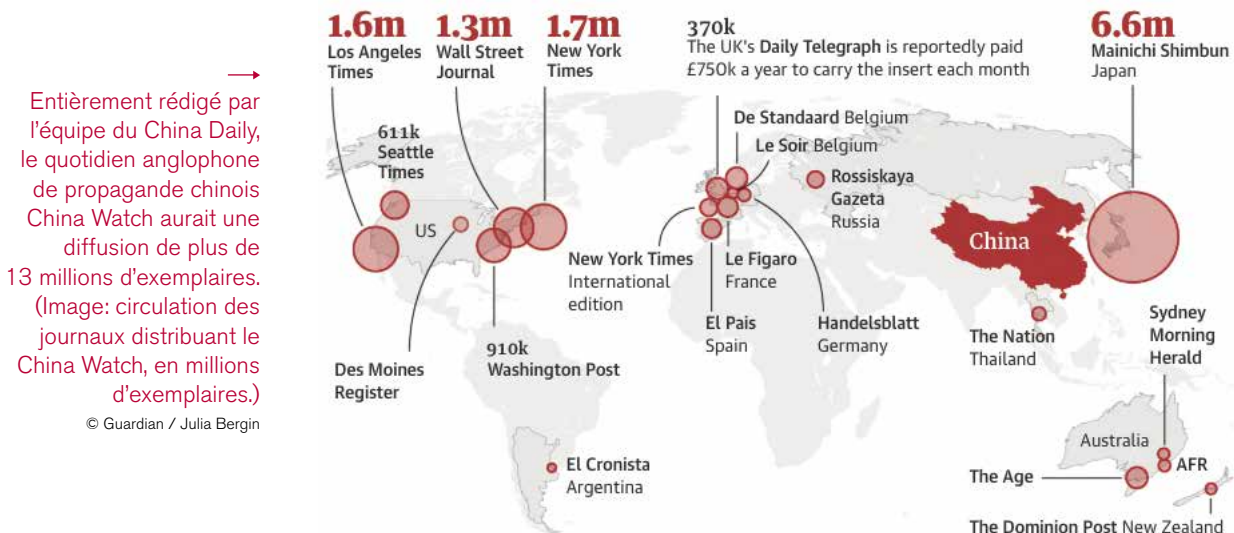
3

LA POLITIQUE DU CHEVAL DE TROIE

LE PUBLIREPORTAGE « AUX CARACTÉRISTIQUES CHINOISES »

À l'aide de publireportages et de publicités ciblées, Pékin pratique la politique du cheval de Troie pour développer sa propagande dans les médias étrangers.

Les lecteurs du *Wall Street Journal*, du *Daily Telegraph*, du *Figaro*, du *Handelsblatt*, de la *Rossiyskaya Gazeta*, ou du *Mainichi Shimbun* se sont peu à peu habitués à ces suppléments gratuits d'apparence inoffensive, publiés à intervalles réguliers au centre de leur journal favori. Plutôt agréables à lire et bien présentés, ils n'en sont pas moins de véritables chevaux de Troie qui permettent au régime de Pékin de distiller sa propagande auprès des élites du monde entier.



Si l'on parcourt l'édition du 29 novembre 2018 du supplément gratuit *China Watch*, publié en encart dans le *Washington Post*, on tombe ainsi sur le verbatim d'un discours du président chinois Xi Jinping lors d'une récente réunion de l'Apec (l'organisation de coopération économique pour l'Asie-Pacifique), en Papouasie-Nouvelle-Guinée, sans un mot sur les incidents qui ont émaillé la rencontre et les divisions qui, pour la première fois, ont empêché la signature d'une déclaration commune. Un autre article vante le développement miraculeux du quartier d'affaires de Pudong à Shanghai, alors qu'un troisième présente l'invention chinoise de l'année : des peluches pour apprendre aux enfants à monter à cheval.

China Watch, le ver dans le fruit

Entièrement rédigé par l'équipe du *China Daily*, le quotidien anglophone de propagande chinois, le *China Watch* totaliserait une circulation dépassant les 13 millions d'exemplaires, distribués en encarts gratuits dans une trentaine de quotidiens prestigieux au lectorat composé de cadres et d'influenceurs. Bien que la nature publiédactionnelle et la provenance des articles soit toujours clairement mentionnée en couverture, le style journalistique et la mise en page soignée peuvent facilement induire en erreur un lecteur pressé ou inattentif, confiant dans la qualité générale du quotidien auquel il est abonné.

Le *China Watch* représente un important levier de pressions financières sur les médias qui le distribuent. Aux États-Unis, les professionnels estiment ainsi qu'une insertion dans un grand quotidien se monnayerait jusqu'à 250 000 dollars : une manne qui soumet les médias à de réels risques de pressions de la part de Pékin. Sans parler du fait qu'en choisissant de distribuer le *China Watch*, ils contribuent malgré eux à l'essor de la propagande chinoise.

La publicité déguisée n'empêche pas les achats d'espace publicitaires plus directs. En juillet 2016, l'agence de presse d'État *Xinhua* s'est ainsi offert un écran de LED géant à Times Square, dans la ville de New York, sur lequel elle a diffusé une vidéo de 3 minutes proclamant la souveraineté chinoise sur les eaux de la mer de Chine méridionale... alors que la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye venait précisément de débouter la Chine dans ce dossier. Le clip a été montré pas moins de 120 fois par jour pendant près de deux semaines.

INVESTIR LES MÉDIAS ÉTRANGERS

Pour influencer le lectorat des pays étrangers, Pékin s'est lancé dans une politique ambitieuse de prises de participation dans des médias considérés comme stratégiques.

En octobre 2018, l'entreprise d'investissement new-yorkaise H&H Group, liée au groupe audiovisuel hongkongais *Phoenix TV*, contrôlé par Pékin, a pris le contrôle de la radio mexicaine hispanophone *XEWX 690*. Basée à Tijuana, près de la frontière avec les États-Unis, cette radio est capable d'émettre dans tout le sud de l'État de Californie, où vit une forte minorité d'origine chinoise. Elle diffusera désormais en langue chinoise, avec une large palette de programmes d'information et de variétés à destination de cette communauté influente.

Pour développer son audience à l'étranger, Pékin s'est lancé dans une politique ambitieuse de prise de participation dans des médias considérés comme stratégiques. Cette politique d'achats est coordonnée par le Département du travail du front uni (UFWD), une branche du Parti communiste qui a la haute main sur les transferts financiers aux médias étrangers. En Europe, selon une enquête de *Bloomberg News* publiée en avril 2018, la Chine aurait investi ces dix dernières années près de 3 milliards d'euros en prises de participation dans divers médias, soit 1 % de son investissement total dans le continent.

La République tchèque, pays dont le président Milos Zeman souhaite faire une « porte d'entrée » des investissements chinois en Europe, a ainsi vu en 2015 deux groupes de médias, *Empresa Media* et *Médea*, passer sous le contrôle du consortium énergétique chinois CEFC. Le groupe, qui possède aussi des participations dans une chaîne de brasseries, le club de football Slavia Praha et la compagnie aérienne

“

**3 milliards
d'euros
d'investissement
dans les médias
européens**

”

Travel Service, a même vu son fondateur, Ye Jianming, nommé conseiller économique spécial du président Zeman.

Selon le groupe de travail Chinfluence, qui étudie la [présence chinoise](#) en Europe centrale, les médias contrôlés par *Empresa Media* et *Médea*, comme l'hebdomadaire *Tyden* et la chaîne privée *TV Barrandov*, se sont distingués par une couverture immodérément enthousiaste de la Chine dans la période qui a suivi l'entrée de CEFC dans le groupe. Deux ans plus tard, CEFC a été contraint de revendre ses parts dans les deux médias à la suite de déboires financiers, mais il est désormais appuyé par un autre groupe chinois, CITIC, qui aurait des vues sur la très populaire chaîne privée *NOVA*.

Chroniqueur renvoyé

Le journaliste **Azad Essa**, collaborateur de la chaîne *Al-jazeera* et éditorialiste pour *Independent Online (IOL)*, le second plus grand groupe d'information sud-africain, a expérimenté à ses dépens le type de censure qui peut intervenir dans un média dépendant du capital chinois. En septembre 2018, il s'est ainsi vu signifier sans préavis l'arrêt de sa chronique *Au bout du monde*, quelques heures après la publication d'un article dénonçant la persécution des Ouïghours en Chine, sujet que Pékin considère comme très sensible.

→
Le journaliste Azad
Essa s'est vu signifier
sans préavis l'arrêt de
sa chronique quelques
heures après la
publication d'un article
dénonçant la persécution
des Ouïghours en Chine.

© Azad Essa



La direction du groupe invoque une soudaine restructuration ayant rendu nécessaire l'arrêt immédiat de la chronique et le remplacement du journaliste, une explication plus que douteuse. Le journaliste, pour sa part, estime que son renvoi provient d'une volonté de ne pas déplaire aux investisseurs chinois : le groupe *IOL* est en effet contrôlé à 20 % par le fonds de développement privé *Chine-Afrique* (CADFund) et la société de diffusion *China International Television Corporation* (CITVC).

Le cas n'est pas unique en Afrique du Sud : récemment, le groupe audiovisuel chinois *StarTimes* est ainsi devenu l'actionnaire majoritaire du fournisseur d'accès satellite *TopTV*.

La diaspora chinoise sous contrôle

En ce qui concerne les médias sinophones, l'influence de Pékin va plus loin. Lors du 9^e forum international sur les médias en langue chinoise, en septembre 2017, Qiu Yuanping, la directrice du Bureau des affaires chinoises à l'étranger n'a pas hésité à appeler les 470 médias de la diaspora chinoise représentés à « *jouer un rôle actif* » dans la promotion du projet des nouvelles routes de la soie. Pas difficile : la plupart des titres sont désormais acquis à la cause de Pékin.

La diaspora chinoise, qui compte 50 millions de membres dont la moitié en Asie, était pourtant traditionnellement très critique à l'égard du régime. Après le massacre de la place Tian'anmen, le 4 juin 1989, qui a suscité une vague d'indignation particulièrement forte dans les médias des chinois d'outre-mer, Pékin a pris conscience de l'obstacle qu'ils représentaient dans sa stratégie de contrôle de son image et a entrepris de les racheter l'un après l'autre, tout en développant en parallèle ses propres titres.

Les États-Unis, premier pays occidental de la diaspora avec près de 5 millions de membres, voient ainsi le marché de l'information indépendante en langue chinoise monopolisé par le *Qiaobao* (*China Press*) et la chaîne *SinoVision*, deux médias contrôlés en sous-main par les autorités chinoises depuis leur lancement et dont les contenus proviennent directement des médias d'État chinois. Les titres véritablement indépendants se font rares, en dehors du *China Digital Times* fondé par un opposant au régime ou des médias *Epoch Times* et le *New Tang Dynasty*, contrôlés par le mouvement religieux Falun Gong, persécuté en Chine.

En Australie, qui compte la troisième plus importante population d'origine chinoise des pays occidentaux, près de 95 % des journaux en chinois seraient noyautés par Pékin. Seul le *Vision China Times*, créé en 2001, a su garder son indépendance, parvenant même à publier en quatre langues avec une distribution couvrant 17 pays.

En Thaïlande, le pays qui compte la plus grosse communauté d'origine chinoise du monde avec 9 millions de personnes, les médias en langue chinoise, autrefois farouchement anticommunistes, ont aussi changé de ton. Le *Sing Sian Yee Pao*, premier quotidien sinophone du pays fondé en 1950, a troqué en 2010 les caractères chinois traditionnels pour les caractères simplifiés utilisés en Chine. En 2013, il est officiellement entré en partenariat avec le groupe de presse chinois *Nanfang Media*. De nouveaux titres sont aussi apparus, comme *ThaiCN*, *ASEAN Commerce*, et *ASEAN Econ*, tous discrètement liés entre eux et aux médias d'État chinois.

Le quotidien *Sing Tao*, fondé en 1938 à Hong Kong et très lu des Chinois d'Asie, d'Amérique du Nord et d'Australie, a aussi été acheté par un homme d'affaires pro-Pékin à la fin des années 1990. Le quotidien taïwanais *China Times* a radicalement modifié sa ligne éditoriale après son rachat par un groupe chinois en 2008 (voir encadré). Le *World Journal*, détenu par un autre groupe taïwanais, *United Daily News*, très lu en Thaïlande et aux États-Unis, a aussi adouci sa couverture de l'actualité chinoise, tout comme le site d'information *Duowei*, autrefois indépendant et qui a été racheté pour le compte de Pékin par un homme d'affaires hongkongais.

En complément de sa politique d'achats, le Parti communiste chinois propose aussi aux médias sinophones qui le souhaitent des partenariats lucratifs en échange d'espaces rédactionnels, une offre que certains médias en mauvaise passe financière ont du mal à refuser. En Nouvelle-Zélande, la station de radio en langue chinoise *FM 90.6* et le quotidien *Chinese Times* ont ainsi ouvert leur antenne aux contenus de *China Radio International* (CRI) plusieurs années avant l'acquisition de la radio par *NZC Media Group*, une filiale de la Groupe de radio chinois, en 2011. Au Royaume-Uni, le journal *UK Chinese Times* reprend aussi directement des contenus issus du *Quotidien du Peuple*, depuis la mise en place d'un partenariat financier en 2010.

“

La diaspora chinoise était traditionnellement critique à l'égard du régime de Pékin

”

Le *China Times* dans la ligne du Parti

Dans le cadre d'un mémoire de maîtrise de sociologie soutenu en 2015, une étudiante taiwanaise montre comment le quotidien taiwanais *China Times* a radicalement modifié sa ligne éditoriale après son rachat par un groupe pro-Chine en 2008.

Dans le cadre d'un [mémoire de maîtrise de sociologie](#) à l'université nationale Tsinghua, soutenu en 2015, l'étudiante taiwanaise **Li Chia-ai** s'est intéressée à la ligne éditoriale du quotidien *China Times* avant et après le rachat du groupe, en 2008, par le fabricant de produits alimentaires Want Want, une entreprise taiwanaise qui réalise 90 % de son chiffre d'affaires en Chine. Quatrième conglomérat de médias taiwanais, le groupe *China Times* détient trois quotidiens, trois magazines, trois chaînes de télévision et huit sites d'information.

L'étudiante en sociologie constate que, dans les cinq ans qui ont suivi le rachat, la couverture de la question des droits humains en Chine a diminué des deux tiers, passant de 350 à moins de 100 articles par an. Elle constate aussi que le nombre d'articles de fonds (comprenant plus de 800 caractères chinois) sur le sujet a reculé, passant de 26 % en 2008 à moins de 8 % en 2013. Elle note aussi que le ton des articles est moins critique et que l'accent est mis sur les réformes positives plutôt que sur les violations des droits individuels.

La couverture du mouvement pro-démocratique dit « des parapluies », en 2014, quand des dizaines de milliers de manifestants ont occupé pacifiquement le centre-ville de Hong Kong durant trois mois avant d'être violemment chassés par la police, est un autre exemple des profonds changements intervenus dans la ligne éditoriale du quotidien. Selon l'étudiante, le quotidien n'a dépêché aucun journaliste à Hong Kong pour couvrir ce mouvement, et le point de vue adopté a globalement été en phase avec celui de l'agence de presse chinoise *Xinhua*.

Le président du groupe Want Want, le Taïwanais Tsai Eng-meng, n'a d'ailleurs jamais caché ses sympathies pour le régime de Pékin et sa volonté de modifier la ligne éditoriale des médias qu'il a acquis. En décembre 2009, mécontent de la manière dont le quotidien a couvert une visite officielle chinoise, il a puni son rédacteur en chef, **Xia Zhen**, en le transférant dans un autre département du groupe.

En juillet 2018, Tsai Eng-meng s'est aussi rendu à Pékin pour une visite officielle des médias d'État chinois et n'a pas hésité à s'afficher avec Wang Yang, l'un des six plus hauts officiels du Parti communiste chinois, proche du président Xi Jinping.



← En 2014, le *China Times* n'a dépêché aucun journaliste à Hong Kong pour couvrir le mouvement pro-démocratique dit « des parapluies » et son point de vue a globalement été celui de l'agence de presse chinoise *Xinhua*.

© Kin Cheung / AP / NPR

L'ART DU CHANTAGE COMMERCIAL

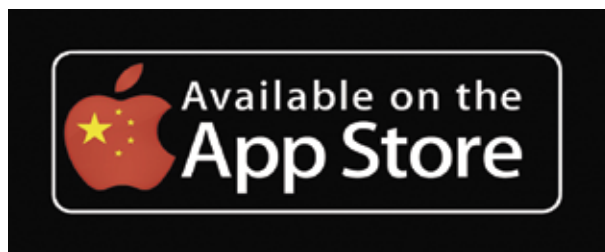
Pékin soumet les réseaux sociaux, éditeurs et médias étrangers à un chantage permanent : s'ils refusent de se plier aux exigences de la censure, ils risquent l'exclusion pure et simple du marché chinois.

Dès que l'Internet grand public a percé en Chine, en 1996, Pékin s'est employé à censurer et contrôler les informations accessibles. Il n'a fallu qu'un an pour qu'apparaisse, dans le magazine *Wired*, le terme de « *Great Firewall* » (en français, Grande muraille de l'information) décrivant la censure chinoise sur la Toile, en référence à son rôle de pare-feu informatique et à l'antique Grande muraille de Chine. En 1998, les autorités lancent le projet Bouclier doré, qui vise à remplacer la censure traditionnelle, peu efficace, par un système de filtrage automatique des contenus auquel les moteurs de recherche chinois et étrangers seraient forcés de coopérer. À l'approche des Jeux olympiques de Pékin 2008, le projet est achevé : il permet à la fois le blocage sélectif des sites jugés indésirables et la surveillance des dissidents.

Les réseaux sociaux naissants sont rapidement dans le collimateur. À l'été 2009, après des émeutes dans la province du Xinjiang qui ont fait au moins 197 morts et plus de 1 600 blessés, les réseaux sociaux Facebook et Twitter sont bloqués. En mars 2010, après des cyberattaques visant les comptes Gmail de dissidents et de militants des droits humains chinois, Google décide de fermer sa version chinoise, redirigeant les utilisateurs vers sa version hongkongaise, non censurée. Le départ de Chine de Google profitera au moteur de recherche chinois Baidu, qui en échange d'une collaboration active à la censure devient en quelques années le premier moteur de recherche du pays.

L'accès au marché chinois, premier marché mondial représentant un internaute sur cinq, devient alors un objet de chantage. En 2014, le site LinkedIn a ainsi été forcé, pour se lancer en Chine, d'appliquer dans sa messagerie intégrée les mêmes critères de censure que ceux qui s'appliquent à Sina Weibo et WeChat. D'autres applications dont les modes de cryptage ne permettent pas de se plier à la censure ont aussi été ajoutées à la liste noire, comme Instagram en 2014, puis Skype et WhatsApp en 2017. Seul Bing, le moteur de recherche de Microsoft, a pour l'instant réussi à maintenir sa présence en Chine en dépit de coupures sporadiques.

Apple forcé de « se conformer à la loi »



©RSF

Le géant informatique **Apple**, très dépendant de la Chine qui abrite une grande partie de ses sous-traitants et dont le marché représente 20 % de ses revenus, a lui aussi été contraint à de nombreuses [concessions](#) pour « se conformer à la

loi chinoise sur la sécurité internet ». En juillet 2017, la firme californienne a ainsi supprimé de sa boutique de vente en lignes chinoise plusieurs applications VPN, des services souvent utilisés pour contourner la censure et la surveillance. L'année suivante, Apple a de nouveau cédé à la pression en supprimant 25 000 applications jugées illégales selon les critères chinois. Début 2018, Apple a aussi [transféré](#) en Chine l'hébergement des comptes du service iCloud Chine.



↑ Le groupe Facebook cherche par tous les moyens – pour l'instant sans résultat – à revenir sur le marché chinois d'où il est banni depuis 2009.

© AFP/Getty Images

Le groupe Facebook, pour sa part, cherche par tous les moyens – pour l'instant sans résultat – à revenir sur le marché chinois d'où il est banni depuis 2009. En juillet 2018, une tentative d'enregistrer une filiale technologique dans la ville de Hangzhou s'est soldé par un refus des autorités. Le fondateur et PDG de la multinationale, Mark Zuckerberg, n'a pourtant pas ménagé ses efforts, n'hésitant pas à se faire photographier avec le président Xi Jinping ou en train de faire un jogging sur la place Tian'anmen, ayant semble-t-il oublié que plusieurs milliers de manifestants pacifiques y furent massacrés le 4 juin 1989.

En juin 2018, un comité du Sénat américain a accusé Facebook d'avoir partagé des données personnelles des utilisateurs avec les fabricants chinois d'appareils de téléphonie Huawei, Lenovo, OPPO et TCL, faisant courir un risque aux données personnelles des utilisateurs. Même s'il est banni en Chine, le groupe est de plus en plus dépendant du marché chinois. Selon une étude publiée en 2018 par le cabinet Pivotal Research, la Chine représente déjà son second marché publicitaire devant les États-Unis : pas moins de 10 % des revenus du réseau social (5 milliards de dollars, soit 4,2 milliards d'euros) proviennent d'annonceurs chinois.

L'édition scientifique menacée

La censure, qui jusqu'à peu concernait surtout les médias grand public en langue chinoise, s'est récemment étendu aux éditeurs scientifiques et universitaires de stature internationale. Les études scientifiques qu'ils publient, écrites avec rigueur et évaluées de manière anonyme et indépendante, représentent en effet une menace pour Pékin en offrant aux étudiants, chercheurs et opposants une base de connaissances érudite et exhaustive à laquelle adosser leurs travaux. Les conclusions de ces études, qui font autorité dans le monde, sont difficilement démontables par la rhétorique simpliste du Parti communiste chinois. En septembre 2018, l'importateur chinois du groupe d'édition universitaire britannique Taylor & Francis, qui publie notamment la *Revue des études asiatiques*, a ainsi décidé de [censurer](#) 83 des 1 466 revues scientifiques mises à la disposition des bibliothèques en Chine.

En novembre 2017, le groupe allemand Springer Nature, qui possède les revues *Nature*, *Scientific American*, le *Journal de sciences politiques chinoises* et la maison d'édition *Palgrave Macmillan*, a aussi été contraint par Pékin de [bloquer 1 % des](#)

[contenus](#) de son site internet accessible en Chine. Selon l'éditeur, la liste des articles à bloquer aurait été fournie par les autorités chinoises, ce qui représente un pas supplémentaire dans la censure.

Quelques mois auparavant, les Presses Universitaires de Cambridge (CUP) avaient aussi annoncé avoir été forcées de bloquer l'accès depuis la Chine à [300 articles](#) de leur revue de sinologie *China Quarterly*. Devant le scandale provoqué, l'éditeur a fini par faire machine arrière en rétablissant l'accès complet aux articles. Mais la réputation de la vénérable institution britannique – née en 1534, trente ans avant Shakespeare – n'en est pas sortie indemne.

La bataille du *New York Times*

La bataille entre les autorités chinoises et le *New York Times* est un autre exemple du chantage exercé par Pékin pour tenter d'imposer sa censure en échange d'un accès à son marché intérieur. En janvier 2017, les autorités chinoises ont réussi à obtenir qu'Apple retire de sa boutique en ligne chinoise l'application du quotidien new-yorkais, sous prétexte qu'elle offrait des contenus « *illégaux en Chine* ». C'est le dernier épisode en date d'un harcèlement qui dure depuis plus de six ans.

Le *New York Times* est dans le collimateur de Pékin depuis le 25 octobre 2012, date à laquelle le quotidien a révélé que la fortune de la famille du Premier ministre chinois Wen Jiabao, d'origine modeste, s'évaluait à... 2,7 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros). Le fait que le quotidien ait lancé, quelques mois auparavant, une version gratuite en langue chinoise de son site internet, a sans doute contribué à donner de l'ampleur à la révélation. Le lendemain de la publication, le site du *New York Times* ainsi que ses comptes sociaux étaient bloqués, et le nom du média – en anglais comme en chinois – allait grossir la liste des termes censurés dans les moteurs de recherche.

Les articles d'autres médias mentionnant l'enquête, comme la *BBC*, ont également été censurés. Les journalistes du *New York Times* **Chris Buckley** et **Austin Ramzy** ont vu le [renouvellement de leurs visas refusé](#), respectivement en 2012 et 2014, signifiant de fait leur expulsion de Chine.

Le chantage au visa

De telles punitions ont valeur d'exemple pour les autres médias. De fait, la menace d'un blocage est, pour tous les médias étrangers présents en Chine, permanente. En 2009, le quotidien britannique *The Guardian* avait ainsi tenté de lancer un site en chinois, mais il avait été contraint de l'abandonner après avoir été bloqué. En 2012, le site de *Bloomberg* a aussi été censuré pour avoir exposé la fortune des proches du vice-président Xi Jinping, déjà pressenti comme successeur du président Hu Jintao.

Le *Wall Street Journal*, qui opère depuis 2002 un site en langue chinoise, s'était pour sa part habitué à voir certains de ses articles bloqués, mais avait très rarement connu des blocages complets. Jusqu'en novembre 2013, date à laquelle son site ainsi que celui de l'agence *Reuters* ont été [bloqués](#), sans doute pour avoir relayé de nouvelles révélations du *New York Times* concernant les liens entre la fille de l'ancien Premier ministre Wen Jiabao et la banque américaine JPMorgan Chase.

En septembre 2018, la chaîne publique australienne ABC a aussi vu son site internet bloqué sur le territoire chinois. Pékin utilise aussi le chantage au visa pour faire pression sur les médias étrangers. En août 2018, la directrice du bureau de Pékin de *Buzzfeed News*, **Megha Rajagopalan**, a ainsi vu le [renouvellement](#) de son visa rejeté, et a donc été contrainte de quitter le pays. La journaliste française **Ursula**

Gauthier (*L'Obs*) a subi le [même traitement](#) en 2015, tout comme le journaliste indépendant suédois **Jojje Olsson** [l'année suivante](#). En 2018, les autorités ont aussi délivré, à la manière d'un avertissement, des visas de durée inhabituellement courte aux correspondants du *New York Times*, de la *BBC*, du groupe *Australian Broadcasting Corporation (ABC)*, du *Sankei Shimbun* et de *Voice of America*.

En octobre 2018, le chantage s'est même étendu aux journalistes étrangers basés à Hong Kong : le journaliste **Victor Mallet**, rédacteur en chef pour l'Asie du *Financial Times* et vice-président du *Club des correspondants étrangers (FCCHK)*, qui avait modéré un débat déplaisant à Pékin, a vu sa demande de renouvellement de visa rejetée et, le mois suivant, a aussi découvert qu'il était devenu [persona non grata](#) sur le territoire.



↑ Victor Mallet, rédacteur en chef pour l'Asie du *Financial Times* et vice-président du Club des correspondants étrangers (FCCHK), est désormais *persona non grata* sur le territoire de Hong Kong.

© Paul Yeung, AFP

4 QUELLES STRATÉGIES DE RÉSISTANCE ?

LES DÉMOCRATIES TENTENT DE RÉAGIR

45

Face à la menace que représente le développement de l'appareil de propagande chinois, les gouvernements et la société civile des démocraties tentent de réagir.

La prise de conscience est tardive, mais réelle. Les démocraties mesurent désormais le risque qu'elles courent à laisser le champ libre à Pékin pour prendre le contrôle de leurs médias, et par cela étendre son influence sur leurs opinions publiques. Face à cette menace, les gouvernements essaient de mettre en place des contre-mesures, mais la riposte n'a pour l'instant pas été à la hauteur. La capacité d'investissement de la Chine, alliée à l'autoritarisme de son système, lui permet de mener une stratégie à long terme, quand les démocraties se trouvent souvent divisées et cantonnées au court terme.

Les valeurs de tolérance et d'ouverture qui caractérisent les démocraties parlementaires donnent à Pékin une grande liberté de mouvement qui n'est soumise à aucune contrepartie. La dissymétrie est frappante. Alors que l'agence de presse d'État *Xinhua* vise l'ouverture de 200 bureaux dans le monde d'ici 2020, Pékin distille au compte-gouttes les accréditations pour les reporters étrangers. Le groupe audiovisuel d'État *China Global Television Network (CGTN)* étend son influence dans plus de 100 pays, tandis que des médias internationaux comme *TV5*, *VOA* ou la *BBC* sont interdits en Chine en dehors des hôtels de luxe.

En novembre 2018, *Xinhua* a même réussi « l'exploit » de signer un partenariat très large avec l'agence de presse américaine *Associated Press (AP)* dans le domaine « des nouveaux médias, des applications de l'intelligence artificielle et de l'information économique », qui a suscité l'inquiétude concernant les risques de dérives. La décision a créé une telle surprise que le Congrès en est venu à exiger des explications et une transparence totale dans l'intérêt du public américain.

Imposer la transparence

Certains États tentent d'imposer une plus grande transparence sur l'actionnariat des médias, afin que le public connaisse l'origine des informations qu'il reçoit et soit conscient des risques de désinformation. En septembre 2018, aux États-Unis, le Département de la Justice a ainsi ordonné à l'agence de presse *Xinhua* et au groupe audiovisuel *CGTN* de s'enregistrer en tant qu'agents étrangers – une mesure déjà appliquée au groupe russe *Russia Today (RT)* – ce qui les oblige désormais à faire figurer sur tous leurs contenus une mention de ce statut.

Les autorités américaines considèrent en effet que les activités de ces médias ne relèvent pas du journalisme mais de la propagande. Et le principal organisme de renseignement de Chine, le ministère d'État à la sécurité (MSS), est très

fortement soupçonné de placer des agents secrets parmi les médias d'État chinois, qui profiteraient indûment des facilités offertes aux journalistes (carte de presse, invitations aux conférences de presse, etc...) pour se livrer à des activités d'espionnage. Dans le même esprit, le Parlement australien a pour sa part voté à l'été 2018 une loi mettant en place un registre électronique, accessible au public, qui répertorie les participations étrangères dans les médias.

Contenus en langue chinoise

Un nombre croissant de grands médias développent leurs propres contenus en langue chinoise, pas tant destinés au marché chinois, où ils ont de bonnes chances d'être censurés, qu'au marché intérieur, où la population sinophone représente un marché de niche prometteur. L'opération permet à la fois de réduire l'influence des médias acquis au régime de Pékin et de regagner une partie de leur lectorat.

En Australie, la chaîne publique *ABC* a ainsi lancé en 2016 un service en langue chinoise qui s'ajoute à son portail internet sinophone *AustraliaPlus.cn* ouvert en 2015. Le quotidien *The Australian* aussi lancé en 2017 une édition chinoise de son site internet, tout comme le groupe audiovisuel japonais *NHK* en janvier 2019.

Pression des ONG

Le travail des lanceurs d'alerte, relayé par la presse et les ONG, peut aussi faire contrepoids. En août 2018, le monde apprend avec surprise que Google – qui avait quitté le marché chinois en 2010 pour ne pas se plier à la censure – prépare secrètement son retour sur le marché chinois des moteurs de recherche avec un logiciel censuré baptisée *Dragonfly* (Libellule). L'information, révélée par le site d'investigation *The Intercept* suite à une fuite interne à Google, fait l'effet d'une bombe. De nombreuses organisations de défense des droits humains, dont RSF, appellent à [l'abandon du projet](#), rejointes le 27 novembre par quelque 500 employés de la firme qui, dans une lettre ouverte, rejettent les « technologies qui aident les puissants à opprimer les plus vulnérables ». Fin décembre 2018, Google semble avoir suspendu le projet.

En mai 2018, sous la pression d'organisations de défense des droits humains, le quotidien bavarois *Süddeutsche Zeitung* a aussi annoncé qu'il cesserait à l'avenir à publier le supplément international de propagande chinois *China Watch*. Une campagne similaire est actuellement menée par des ONG pour demander à des médias comme le *Figaro* (France), *Le Soir* (Belgique) et *Handelsblatt* (Allemagne) de cesser de distribuer cet encart de propagande.

→
Sous la pression de ses employés et de nombreuses organisations de défense des droits humains, dont RSF, Google a suspendu son projet de moteur de recherche censuré pour le marché chinois.

©Getty Images





←
L'ancien journaliste et enquêteur privé britannique, Peter Humphrey, victime en 2013 de la pratique des aveux forcés à la télévision chinoise, réclame la révocation de la licence du groupe CCTV-CGTN au Royaume-Uni.

©Frank Augstein / AP

CGTN sur la sellette au Royaume-Uni

Une autre piste intéressante pour lutter contre l'influence des médias d'État chinois est de mettre en avant l'illégalité de leurs contenus. En novembre 2018, **Peter Humphrey**, un ancien journaliste et enquêteur privé britannique, victime en 2013 de la pratique des aveux forcés à la télévision chinoise, a ainsi [déposé une requête](#) auprès de l'autorité de régulation du Royaume-Uni contre le groupe audiovisuel **CCTV-CGTN**. Il accuse le groupe d'avoir violé le code britannique de la radiodiffusion – qui exige l'impartialité et interdit de faire pression sur les personnes en détresse – et réclame la révocation de sa licence. Selon l'ONG **Safeguard Defenders**, les chaînes d'État chinoises ont diffusé au moins 83 confessions forcées depuis 2013, dont 29 mettant en scène des journalistes et des blogueurs.

47

DEUX INITIATIVES POUR DÉFENDRE LE JOURNALISME

Pour remédier à l'expansion de la désinformation dans le monde, Reporters sans frontières a lancé en 2018 deux projets en faveur de la liberté, l'indépendance, le pluralisme et la fiabilité de l'information.

L'expansion des médias de propagande est rendue possible par l'absence de critères objectifs permettant de séparer un média qui sert les intérêts d'un État d'un média qui fait réellement du journalisme, c'est à dire qui sert les intérêts de ses lecteurs. Elle prend place à un moment critique où les nouveaux moyens de communication et de diffusion de l'information remettent en question la liberté d'accéder à des informations pertinentes et fiables.

Pour remédier à ce problème, Reporters sans frontières a lancé en 2018 deux projets visant à protéger et à développer la liberté, l'indépendance, le pluralisme, la fiabilité de l'information dans le monde : le Journalism Trust Initiative (JTI), qui vise à mettre en place un label de qualité de production de l'information, et le Pacte pour l'information et la démocratie, un processus politique visant à souligner le rôle capital que joue le journalisme dans le fonctionnement des démocraties.

La Journalism Trust Initiative

La [Journalism Trust Initiative \(JTI\)](#) est un dispositif innovant de certification des processus éditoriaux des médias. Ce projet, lancé en partenariat avec de nombreuses organisations professionnelles dont l'*Agence France-Presse (AFP)*, devrait d'ici peu permettre de distinguer les médias respectant les critères journalistiques (rigueur, indépendance, transparence, respect des règles déontologiques) de ceux dont le but est la propagation de fausses nouvelles. L'idée est de créer un référentiel pour le journalisme sous la forme d'indicateurs sur la transparence des médias,

l'indépendance éditoriale, la mise en œuvre de méthodes journalistiques et le respect des règles déontologiques.

Ces normes (ou « *standards* ») seront établies dans le cadre d'un processus concerté, en cours depuis avril 2018, sous l'égide du Comité européen de normalisation (CEN), ouvert aux acteurs concernés du secteur : médias, associations et syndicats professionnels, instances d'autorégulation comme les conseils de presse et les organismes de réglementation, ainsi que plateformes numériques, annonceurs et représentants des intérêts des consommateurs. Ces normes sont destinées à devenir une référence en matière d'autorégulation des médias et de bonnes pratiques pour tous ceux qui produisent des contenus journalistiques, qu'il s'agisse de blogueurs ou de groupes de médias internationaux. L'adoption des règles ouvrira la voie à un processus de certification.

Le Pacte pour l'information et la démocratie

Dimanche 11 novembre 2018, à l'occasion du Forum de Paris sur la paix, 12 pays démocratiques (Burkina Faso, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Lettonie, Liban, Lituanie, Norvège, Sénégal, Suisse, Tunisie) ont lancé un [processus politique](#) visant à défendre le journalisme et à rappeler le rôle capital qu'il joue dans le fonctionnement des démocraties. L'initiative a notamment été saluée par la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres (ONU),

Les États se sont engagés sur la base de la Déclaration édictée par une Commission indépendante mise en place à l'initiative de Reporters sans frontières. Cette commission, présidée par Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, et Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, comprend 25 personnalités, dont les lauréats du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Amartya Sen, l'écrivain et homme politique péruvien Mario Vargas Llosa (prix Nobel de littérature), l'avocate nigériane Hauwa Ibrahim (prix Sakharov).



A l'occasion du Forum pour la Paix, le 11 novembre 2018,
12 pays démocratiques ont lancé un processus politique visant à défendre le journalisme.

©Yvan Valat / Pool / AFP



RECOMMANDATIONS DE RSF

Recommandations aux autorités chinoises

- **Libérer immédiatement les journalistes professionnels et non professionnels emprisonnés pour avoir exercé leur profession** et cesser les enlèvements, arrestations, détentions, tortures, mauvais traitements, perquisitions et pressions à l'encontre des journalistes.
- **Respecter la liberté de la presse et la liberté de l'information** tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.
- **Ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**
- **Rétablir l'indépendance des médias privés et publics** en application de l'Article 35 de la Constitution de la République populaire de Chine, qui garantit expressément le droit des citoyens chinois à « la liberté de parole et de presse ».
- **Mettre un terme aux systèmes de censure de l'Internet et de surveillance des journalistes**, qui représentent une violation manifeste du droit des citoyens chinois à la liberté et au secret de correspondance, garanti par l'article 40 de la Constitution de la République populaire de Chine.
- **Cesser de bloquer et censurer la diffusion de médias étrangers en Chine.**
- **Ne pas entraver le travail des correspondants étrangers en Chine** et fournir les accréditations de manière ouverte et transparente.

49

Recommandations aux États

- **Relayer les recommandations** susmentionnées auprès des autorités chinoises.
- **Exiger des autorités chinoises qu'elles cessent le harcèlement contre les journalistes, médias, éditeurs et chercheurs qui résident sur leurs territoires.**
- **Exiger des médias chinois la plus totale transparence sur leur propriété, leur structure actionnariale** et sur l'identité du bénéficiaire final de leur propriété capitalistique, ainsi que sur leurs sources de financements.
- **Encourager et soutenir la présence de médias indépendants chinois**, en particulier dans les pays à forte diaspora chinoise.
- **Développer des programmes d'éducation aux médias** permettant aux citoyens de détecter des campagnes de désinformation et de s'informer auprès de médias libres, pluralistes et indépendants.

Recommandations pour les journalistes

- **Éviter autant que possible** les outils technologiques présentant un risque de censure ou de surveillance de la part des autorités chinoises, soit parce qu'ils sont développés ou opérés par une entreprise soumise à la réglementation chinoise (WeChat, Baidu), soit parce que les données de leurs utilisateurs sont stockées dans des serveurs accessibles aux autorités chinoises (iCloud Chine).
- S'il est absolument nécessaire d'utiliser ces outils, **se connecter à partir d'un ordinateur ou téléphone dédié**, séparé de son environnement de travail ordinaire. Ne pas stocker, même temporairement, de mots de passe ou d'informations risquant de mettre en danger la sécurité du (de la) journaliste

ou de ses sources. Ne pas se fier aux promesses de certains opérateurs selon lesquels les données transitant par leurs serveurs en Chine seraient cryptées ou immédiatement effacées.

- **Prêter attention à la présence et au développement des médias d'origine chinoise** dans leur pays de résidence, notamment leurs activités de publication et d'investissement. Signaler à Reporters sans frontières les éventuels changements dans la ligne éditoriale de médias locaux liés à la Chine.
- **Signaler à Reporters sans frontières les éventuels abus** qu'ils pourraient constater durant leurs reportages et dans les médias de leur pays (pressions, menaces, harcèlement, soupçons d'autocensure ou de corruption) afin que nous puissions si nécessaire enquêter sur la question.
- **Être attentif à ne pas relayer le narratif chinois** en reprenant des termes conçus pour occulter la réalité de certains faits. Par exemple, mentionner la répression de l'ethnie ouïghoure dans le Xinjiang plutôt que la « lutte contre le terrorisme » dans le Xinjiang ; le mouvement religieux Falun Gong plutôt que « la secte » Falun Gong ; le massacre de la place Tian'anmen plutôt que « les événements » de la place Tian'anmen...
- **Refuser de collaborer avec les médias soumis à la propagande du Parti communiste chinois** et garder à l'esprit les éventuelles contreparties qui pourraient être demandées en échange d'une invitation à un échange professionnel en Chine.

Recommandations aux médias, éditeurs et réseaux sociaux

- Tout mettre en œuvre afin de **prévenir le risque de pressions extérieures**, qu'elles soient politiques ou économiques, et de dénoncer toute ingérence éditoriale dont ils feraient l'objet.
- **Refuser toute demande de censure** et de surveillance.
- **Refuser de diffuser des contenus de propagande.**
- **Continuer d'enquêter et d'exposer les activités de Pékin concernant la censure**, la propagande, l'achat de médias, le harcèlement de journalistes, etc.
- **Se conformer**, dans le cadre de leurs activités en République populaire de Chine, **aux principes de la Déclaration internationale pour l'information et la démocratie**, qui dispose que les plateformes en ligne, en tant qu'entités structurantes de l'espace de l'information et de la communication, doivent se conformer aux principes de redevabilité et de responsabilité, de neutralité, de promotion des informations fiables, du pluralisme et de la sérendipité, de transparence à l'inspection et de vigilance.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 14 bureaux dans le monde et de correspondants dans 130 pays.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Rédaction en chef : **VIRGINIE DANGLES**
Auteur : **CÉDRIC ALVIANI / BUREAU RSF ASIE DE L'EST**

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL
CS 90247
75083 PARIS CEDEX 02
TÉL. +33 1 44 83 84 84
WEB : WWW.RSF.ORG

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION